



CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014





RAPPORT
D'ACTIVITÉ 2014



SO WHAT ARE WE



LES FAITS MARQUANTS.....	6
LE MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL	8
CONOMIQUE ET REGLEMENTAIRE DE L'EXERCICE.....	11
TE ECONOMIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL.....	12
TE HISTORIQUE.....	13
ET PRINCIPAUX METIERS.....	14
ELE ECONOMIQUE ET FINANCIER ROBUSTE.....	15
STITUTION AMBITIEUSE ET CREATRICE DE VALEUR.....	16
JVERNANCE ADAPTEE AUX MEILLEURES PRATIQUES.....	18
E DES ACTIVITES.....	18
, DEONTOLOGIE ET VALEURS.....	19
ITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
SATION ET CADRE D'ACTIVITE DE L'INSTITUTION.....	23
GRAMME DE L'INSTITUTION.....	24
ICES HUMAINES.....	25
S D'INFORMATION.....	27
DE L'INFORMATION FINANCIERE ET COMPTABLE.....	27
NANCE.....	28
E MARQUE.....	29
ILISATION DES RESSOURCES	31
ICES BANCAIRES.....	32
RATIONS BANCAIRES REGLEMENTEES.....	33
ROLE ET LE RECOUVREMENT DES RESSOURCES FNH.....	35
AMISATION DES RESSOURCES	37
GATION DE LA TRESORERIE.....	38
E PARTICIPATION.....	39
ICEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	41
OTION IMMOBILIERE.....	41
ON FINANCIERE ET COMPTABLE	43
PPLEMENT ET COOPERATION	53
CTIVES 2015	57

CADRE E
 CONTEX
 CONTEX
 IDENTITE
 UN MOD
 UNE INS
 UNE GOI
 PILOTAG
 ETHIQUE
 COMPOS

ORGANI
 ORGANI
 RESSOUF
 SYSTEME
 QUALITE
 GOUVER
 IMAGE D

LA MOB
 LES SERV
 LES OPE
 LE CONT

LA DYN
 DYNAMI
 PRISES D
 LE FINAN
 LA PROM

SITUATIK

DEVELO

PERSPEC

LES FAITS MARQUANTS

06-14 mars : Participation aux travaux organisés entre les entreprises et les administrations publiques gabonaises avec une délégation marocaine de haut niveau qui accompagnait Sa Majesté le Roi Mohamed VI au Gabon, dans le cadre d'une tournée auprès de plusieurs pays africains. Cette participation a permis la signature de la Convention cadre de coopération entre la CDC et la Caisse de Dépôt et Gestion (CDG) du Maroc.



26-28 avril : Visite de travail à la CDC des Directeurs Généraux de CDG Capital et de FINEA (filiales de CDG Maroc), suivie d'une visite de courtoisie au Ministre du Commerce et des PME, dans le prolongement des sujets – portant notamment sur le financement des PME – initiés lors de la visite de Sa Majesté le Roi Mohamed VI au Gabon.

25-26 avril : Parrainage des « Journées du Financier » organisées par l'Institut National des Sciences de Gestion.

03-04 juillet : Participation à la Conférence européenne de Paris sur les nouveaux modèles de financement des collectivités territoriales. Les participants ont réfléchi à : « comment mobiliser efficacement les ressources ? », les gouvernements locaux apparaissant désormais comme l'échelon politique adapté pour une réponse efficace aux nouveaux enjeux et défis sociaux, démographiques, économiques et environnementaux auxquels doivent faire face les territoires du monde entier.

DEC 2013



20 avril : Lancement d'une campagne de lutte contre l'insalubrité par une initiative autonome de proximité dénommée « j'aime ma ville au sens propre » en collaboration avec la société Intégration Plus Environnement.

Cette initiative avait pour but de sensibiliser les citoyens à la bonne gestion des déchets ordinaires de ville. Elle a consisté à installer une centaine de poubelles dans le centre-ville de Libreville avec comme axe polaire le périmètre du siège de la CDC.

02- 03 mai : Participation de la CDC au 1er Forum national sur la sous-traitance pétrolière sur le thème « les PME/PMI gabonaises et la sous-traitance pétrolière : mise en œuvre d'une politique de développement du contenu local dans notre pays ».

23 mai : Participation de la CDC à la réunion du Comité de Coordination du Forum mondial des Caisses de Dépôt à Tunis en Tunisie. Les trois communications faites au cours de la rencontre ont porté sur les « projets urbains et logement » ; le « financement des entreprises » et « les infrastructures en Afrique ».



07-13 juin : Visite d'une délégation de la CDC à la Caisse de Dépôt et Placement du Québec dans le but de mettre en place un cadre partenarial de collaboration sur divers sujets parmi lesquels la gestion des pensions de retraite (collecte, capitalisation, paiement).

Ce séjour a également été mis à profit pour prendre part à la 20ème édition du Forum Economique International des Amériques qui s'est tenu à Montréal.



24-26 septembre : Participation de la CDC au Forum de l'Emploi Gabon-Maroc visant ; i) à présenter aux étudiants gabonais au Maroc des offres d'emploi concrètes ; ii) à améliorer la lisibilité des étudiants quant aux secteurs économiques porteurs et prometteurs susceptibles de constituer des bassins d'emploi et favoriser ainsi l'adéquation formation-emploi, et iii) nouer des partenariats entre entreprises et structures de formations marocaines et gabonaises.



30 novembre 2014 : la CDC a soutenu l'organisation de la deuxième édition du Marathon du Gabon.



09 décembre 2014 : Lancement du Concours Graines de Manager.

06 - 07 novembre : Participation de la CDC à l'Assemblée Générale Constitutive du Réseau des Institutions Africaines de financement des Collectivités locales (RIAFCO) à Yaoundé au Cameroun. Membre co-fondateur, la CDC a été désignée par ses pairs Trésorier Général du réseau pour un mandat d'un an.



DEC 2014

Accélération des travaux de construction du lotissement NOMBA DOMAINE par le règlement de la somme de 3.180 millions de Francs CFA dont 2.313 millions de Francs CFA au titre de l'avance de démarrage du marché des VRD.

Mise en route du projet de construction du siège social de la CDC Boulevard Triomphal par le versement d'une avance à la société HESTIA du montant de 2.000 millions de Francs CFA à laquelle s'ajoutent 489,6 millions de Francs pour le prix du terrain et 400 millions de Francs CFA pour les frais d'architectes.

Acquisition pour la somme de 4.629 millions de Francs CFA d'une assiette foncière d'une superficie de 20 hectares, située sur le Boulevard Triomphal.

Achat de deux ensembles immobiliers VOYAN et MOOREA TAHITI pour la somme globale de 3.100 millions de Francs CFA.

Prises de participations au capital de quatre entreprises à savoir :

- IG Télécom : à hauteur de 15% pour le montant de 2.941 millions de Francs CFA ;
- Amethis West Africa : à hauteur de 11% pour le montant de 606 millions de Francs CFA ;

- Société Commerciale et Gabonaise de Réassurance : à hauteur de 8% pour le montant de 1.000 millions de Francs CFA ;
- Afreximbank : à hauteur de 0,40% pour le montant de 1.541 millions de Francs CFA.

Constitution d'une provision pour dépréciation de 100% de la valeur brute des titres de participations de la Banque Gabonaise de Développement correspondant au montant de 2.140 millions de Francs CFA.

Sur décision du Conseil d'administration, après recommandations du Comité d'audit et des Commissaires aux comptes, il a été décidé d'imputer sur le compte Report à Nouveau de la CDC, le montant de 11.059.042.586 Francs CFA, afin de régulariser le solde débiteur du compte de compensation N°387000000000-97 « Valeurs non imputées », qui passe ainsi de 14.595.998.421 Francs CFA à un montant de 3.536.955.835 Francs CFA. Cette régularisation a pour objet de corriger le montant des apports hérités de l'ex-ACCD tels que figurant dans le traité de transfert daté du 18 février 2011.

LE MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL



Créée pour endencher, renforcer et entretenir la dynamique entre le nécessaire développement des marchés de l'épargne, notamment institutionnelle, et l'urgence de satisfaire les besoins d'investissement collectifs, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) s'astreint depuis sa création à jouer son rôle crucial qui est celui de mobiliser toutes les ressources de son ressort et les mettre au service du financement des entreprises et des projets dans les secteurs économiques porteurs.

Ainsi, la CDC a travaillé pendant ces quatre dernières années à se faire une place dans l'environnement économique et financier national, voire international. Au départ incompris, en raison de sa double vocation de servir l'intérêt général et de rechercher la rentabilité, et considérée comme un élément susceptible d'ajouter de la complexité au système, son rôle est de mieux en mieux reconnu, sa valeur ajoutée appréciée et sa spécificité préservée. Quel bilan au stade actuel ?

En matière de collecte de ressources, bien que quelques résistances soient encore perceptibles, la CDC est parvenue à domicilier l'essentiel de sa clientèle dédiée (organismes et projets publics, notaires, etc.). Toutefois, le niveau des dépôts par rapport au potentiel reflète encore l'importance de fuites hors du circuit de la CDC.

En termes d'investissement, la CDC est présente dans 8 secteurs économiques dont 2 dans le Gabon Vert, 2 dans le Gabon Industriel et 4 dans le Gabon des Services. Ces investissements ont été réalisés dans l'optique du soutien aux diverses mesures de la politique gouvernementale de transformation des ressources naturelles, inspirée par Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, dans sa vision de l'émergence du Gabon.

La forte présence de la CDC dans la filière transformation du bois est la marque de cet engagement, en rapport avec la mesure d'interdiction des

exportations de bois en grumes. Mais l'intérêt que la CDC porte à cette matière va bien plus loin. Il est manifeste dans la multiplicité des axes d'intervention de la CDC dans le secteur ; à la fois dans le reboisement, la préservation de la ressource, mais aussi dans la recherche via les techniques de clonage avec des essences venues d'ailleurs, pour une variété florale encore plus riche pour le Gabon. De même, la définition d'une nouvelle « Signature » de la CDC sous le thème boisé est une marque de plus de cet attachement.

Il en va de même de nos interventions dans le secteur minier, des TIC et de la finance, qui visent en particulier à créer davantage de valeur ajoutée locale tout en stabilisant l'actionnariat national dans des entreprises et secteurs stratégiques, mais aussi à favoriser l'afflux de ressources extérieures autant publiques que privées, aux fins du financement des entreprises locales.

En anticipant la baisse de ses ressources lors du cadrage budgétaire 2014, la CDC a assurément eu une bonne lecture de l'économie, qui s'est traduite par la chute entre septembre 2014 et février 2015 de plus de 50% des cours du pétrole brut, avec une incidence récessive sur les dotations budgétaires dont bénéficie une part importante de la clientèle. En réaction à cette situation, il a été décidé de la mise en œuvre d'un plan d'actions visant le renforcement des ressources longues de l'institution.

Les résultats de ce plan commencent à produire leurs effets. On note en effet une augmentation de près de 56% du nombre de comptes des professionnels du droit. La partie longue des ressources de la CDC devrait également être dopée par le lancement prochain d'un produit visant à collecter l'épargne populaire, dont le développement est dans sa phase de finition avec l'assistance de la CDC France.

La poursuite du rééquilibrage amorcé en 2013 du poids des actifs de différents portefeuilles, avec l'objectif d'asseoir une stratégie robuste d'acquisition et de mise en valeur des assiettes foncières de la CDC est en marche.

Les études en cours portent sur la création en joint-venture, avec un partenaire d'expérience, d'une société qui se chargera de traduire dans la réalité, la volonté de la CDC de se doter d'un patrimoine immobilier et foncier en adéquation avec ses moyens.

La dynamique des placements demeure soutenue et contribue encore de façon prépondérante à la réalisation du produit net « dit bancaire ». Il importe toutefois de rappeler que la CDC fait face et réfléchit à la solution optimale, susceptible de réduire les risques inhérents à une trop forte exposition sur certaines contreparties, sans remettre en cause sa mission d'intérêt général de soutien aux politiques publiques.

Dans sa démarche de création de valeur et d'accumulation des savoir-faire, la CDC est entrée dans la phase d'achèvement de son étude visant à se doter d'un outil de promotion du capital investissement au Gabon. Si certains projets de cette nature sont menés en partenariat avec des partenaires institutionnels locaux, d'autres font l'objet d'une structuration autonome. 2015 devrait être l'année de lancement de certaines de ces initiatives destinées à introduire de l'innovation dans le système financier national.

Dans son rôle d'« apporteur de solutions » aux problématiques auxquelles peuvent être confrontés les pouvoirs publics, et qui sont liées à son objet ou ses métiers, la CDC a travaillé avec sa tutelle à la mise en place d'un mécanisme de refinancement des crédits immobiliers. C'est dire que la CDC a à cœur la finalité de son action, qui est de réfléchir en permanence aux solutions les plus efficaces à même de favoriser la performance économique, technique, financière et sociale.

Alain Ditona Moussavou
Administrateur Directeur Général



CADRE ECONOMIQUE ET REGLEMENTAIRE DE L'EXERCICE

- CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL
- CONTEXTE HISTORIQUE
- IDENTITÉ ET PRINCIPAUX MÉTIERS
- UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ROBUSTE
- UNE INSTITUTION AMBITIEUSE ET CRÉATRICE DE VALEUR
- UNE GOUVERNANCE ADAPTEE AUX MEILLEURES PRATIQUES
- PILOTAGE DES ACTIVITÉS
- ETHIQUE, DÉONTHOLOGIE ET VALEURS
- COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL

La croissance de l'économie mondiale suit un rythme régulier proche de 3% depuis trois ans. Avec une croissance de 3,3% loin des 3,7% prévus ; 2014 n'aura pas été l'année de la nette reprise comme annoncé fin 2013. L'absence d'accélération s'explique en partie par des cycles économiques non synchrones, de différents pays ou régions du monde, confrontés à des enjeux spécifiques.

L'économie mondiale a principalement été marquée par la forte chute des prix du pétrole, une croissance timorée dans la zone euro et l'intensification des tensions géopolitiques. Du coup, un peu partout, le niveau de l'investissement est globalement faible.

Les économies de l'OCDE ont vu leur croissance se redresser quelque peu par rapport à 2013. Il en va ainsi aux Etats-Unis et au Royaume-Uni où les conditions de la croissance semblent s'être réinstaurées. En revanche, le rythme de croissance est contrasté au sein des économies émergentes ; par exemple en Chine dont l'économie a nettement changé de trajectoire, en Inde où on observe une phase de modeste accélération, ou au Brésil marqué par un retour à la récession.

Les économies africaines continuent à faire preuve de résilience. Après une croissance moyenne de 4% en 2013, le niveau du produit intérieur brut (PIB) semble se relever et se diversifier davantage dans plusieurs pays, notamment au Nigeria à qui l'Afrique du Sud a cédé sa place de première économie africaine. Au Nigeria en effet, l'agriculture et les services tirent désormais l'économie malgré le poids encore dominant du pétrole. Ces dernières années, le moteur principal de la croissance africaine a été la demande, mais aussi les investissements étrangers.

En zone CEMAC, la croissance a été de 4,9%, portée comme pour une large partie du continent, par la consommation des ménages du fait de hausses de salaires, de l'augmentation constante des transferts monétaires en provenance des migrants, mais aussi du recul de l'inflation.

Le taux de croissance de l'économie gabonaise devrait s'établir à 5,1% en 2014 ; de plus de deux points inférieur au niveau prévu. Le volume des recettes totales se maintient en légère hausse, malgré un léger fléchissement des recettes pétrolières, justifiée par un impact retardé de la baisse des cours du pétrole.

Face aux dépenses engagées depuis 2010 liées aux grands travaux d'infrastructures du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) qui vise à accélérer le passage du Gabon de pays en développement à pays émergent à l'horizon 2025, le budget 2014 qui s'affichait initialement en hausse, a été revu à la baisse (-6% par rapport à la loi de finances initiale 2013).

Dans ce contexte, en dépit d'une gestion drastique des dépenses liées au fonctionnement des services administratifs, les dépenses d'investissement ont plutôt servi de variables d'ajustement ; les subventions aux organismes publics, clientèle de la Caisse des Dépôts, ont relativement baissé. La dette extérieure reste supportable, contrairement à la dette intérieure dont le rythme de paiement fragilise les secteurs exposés tels que le BTP.

Toutefois, les projections de croissance restent assez élevées à moyen terme avoisinant 6% pour les cinq prochaines années. Elles se fondent sur la reprise des investissements publics et la vigueur du secteur non pétrolier, en dépit du maintien de prix bas du pétrole et de la baisse annoncée de la production pétrolière.

CONTEXTE HISTORIQUE

La décision des autorités gabonaises de créer une Caisse des Dépôts et Consignations visait un double objectif de développer l'épargne institutionnelle et la canaliser sur des emplois de long terme. Dans son rôle de tiers de confiance, la Caisse des Dépôts vise en particulier à assurer la sécurité et le suivi de fonds spéciaux appartenant à des tiers, constitués de dépôts créés et/ou imposés par les lois et règlements pour réguler certaines activités et garantir le bon déroulement d'opérations judiciaires, administratives et/ou financières.

Le renforcement progressif de la protection sociale et l'accès aux services financiers par les couches populaires, conduisent l'Etat à mettre en place des filets sociaux et différents mécanismes de prise en charge des bénéficiaires, tels que le Fonds National d'Aide Sociale (FNAS) et la nouvelle Caisse des Pensions et des Prestations familiales des agents de l'Etat (CPAE), en complément des caisses sociales existantes (CNSS, CNAMGS). Les enjeux en termes de régulation sociale de tout ce dispositif et notamment des ressources qu'il draine, sont suffisamment importants pour que l'Etat objective à travers la CDC d'en assurer une gestion de trésorerie optimale.

La création de la CDC visait aussi la sécurisation de la trésorerie des démembrés institutionnels autonomes de l'Etat, dont la gestion financière était contrainte par la spécificité de la gestion du Trésor public. L'avènement de la CDC vient ainsi parachever le début de réponse apportée au milieu des années 2000, à travers la mise en place de l'Agence Comptable Centrale des Dépôts, un outil de centralisation des dépôts publics, permettant une gestion étanche des avoirs des organismes en autonomie de gestion de ceux du Trésor public.



IDENTITE ET PRINCIPAUX METIERS

Afin d'accroître et démultiplier l'action publique, le Gabon a fait le choix comme d'autres pays (France, Maroc, Italie, Québec, etc.) de se doter d'une Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), investisseur institutionnel public, capable de répondre aux enjeux économiques et sociaux de l'Etat.

Des missions spécifiques liées aux politiques publiques lui ont été confiées à sa création, pour répondre à des besoins structurants et à des priorités nationales, notamment la mission première de mobilisation de l'épargne et sa sécurisation.

De cette mission originelle, découle l'obligation qui lui est faite de transformer ses dépôts en emplois productifs, et d'accroître le produit de ses activités. Ces exigences conduisent naturellement la CDC à s'impliquer dans d'autres métiers d'investisseur et de prêteur aux entités publiques.

Ainsi, elle a plus largement vocation à contribuer au succès des politiques publiques, et donc au développement économique. Ce statut d'accompagnateur privilégié des stratégies et plans de développement des pouvoirs publics, l'engage à se positionner stratégiquement sur les segments cibles des secteurs d'activités innovants ou mûres, que son intervention peut contribuer à structurer et/ou (re)dynamiser.

La CDC agit donc comme un investisseur actif susceptible de servir de précurseur ou de catalyseur d'investissements dans des secteurs porteurs qui n'attirent pas encore l'investissement privé. Ses expositions respectent des limites de risque et de rentabilité financièrement viables.

Parmi les autres objectifs qu'elle se fixe, la CDC vise, à travers ses prises de participations, à stabiliser l'actionnariat national au sein d'entreprises stratégiques, tout en respectant la liberté économique et en favorisant l'efficacité économique.

Enfin, en raison du caractère long-termiste de ses engagements, elle est le premier investisseur capable de prendre en charge des investissements structurants d'envergure, d'intérêt général et économiquement viables, par exemple dans les domaines des infrastructures où les montages financiers sont complexes avec de très long délais de retour sur investissement.

Ce pan de l'action de la CDC, qui singularise son intervention en matière d'aménagement et de développement des territoires, se traduit notamment par des partenariats porteurs avec les acteurs locaux aux fins de la mise en œuvre de projets à fort impact économique et social.

Dès lors, la capacité de la CDC à assurer ces missions spécifiques lui impose d'élargir son assise financière en mettant en œuvre les moyens de circonscrire toutes les ressources de son ressort et de les fructifier de façon optimale. C'est ce que démontre la résilience de son modèle économique et prudentiel.

UN MODELE ECONOMIQUE ET FINANCIER ROBUSTE

Le modèle économique de la CDC repose sur la structure d'un passif à prépondérance de ressources longues permettant des engagements longs, tout en s'affranchissant des contraintes de l'accès à la liquidité ou de la volatilité des actifs, ce qui implique :

- Un niveau de fonds propres élevé ;
- Des ressources longues gérées dans le cadre de mandats publics, en qualité de tiers de confiance ;
- Des instruments financiers de collecte et de mobilisation de l'épargne.

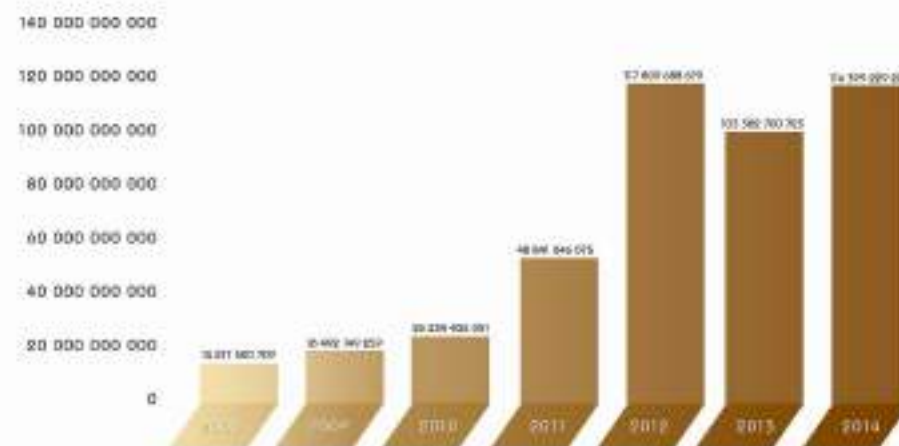
Le modèle financier répond à l'exigence d'allouer de manière optimale les ressources du passif en fonction de leur maturité vers des emplois à maturité correspondante, conformément à la théorie financière. Ainsi, les ressources longues financent les emplois longs (investissements immobiliers et fonciers, prises de participations stratégiques, financements longs) ; et les ressources courtes financent les emplois courts (placements de trésorerie en dépôts à terme ou en avances au Trésor Public).

Cette allocation optimale des ressources vise la maximisation du rendement des emplois et l'obtention d'un mix-produit équilibré, composé de revenus fixes et variables, de périodicité décalée, sous la contrainte des risques inhérents non seulement à l'actif mais aussi au passif du bilan.

Dans son ambition d'être une institution de financement à long terme de référence, la CDC vise une viabilité de son modèle économique par une cible de rapport entre les ressources long terme et court terme de 80/20. Cette tendance a été lentement mais sûrement amorcée avec l'inversion réalisée en 2014 dans la structure de son passif.

En effet, les ressources longues qui ne représentaient en 2012 que 30% du total des ressources, pèsent désormais 52% du Total Bilan. Cette comparaison relative vaut aussi en volume dès lors qu'en 2014, on renoue avec le niveau global des dépôts de 2012.

Evolution des Dépôts

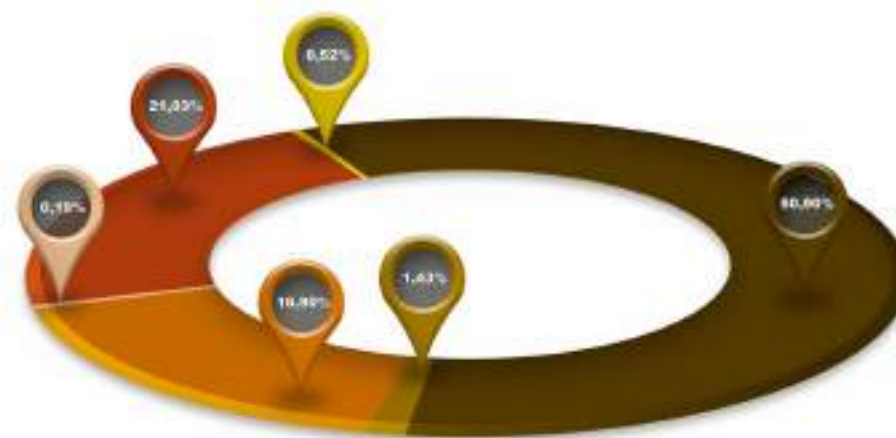


Cette primauté des ressources longues dans la structuration de son bilan, la CDC l'a obtenu dans le cadre d'une stratégie de renforcement de ses fonds propres, en dynamisant les dépôts, dont la majorité provient du Trésor Public. Il faut toutefois avouer que par rapport aux missions et ambitions fixées, le volume de ressources longues disponibles actuellement est encore loin d'être suffisant.



Depuis le lancement de ses activités, la stratégie de la CDC pour asseoir sa situation financière est d'une part d'étendre et recouper efficacement toutes les ressources dédiées ; d'autre part d'accélérer le plus rapidement possible la consolidation de ses fonds propres en incorporant régulièrement ses résultats bénéficiaires, obtenus par une dynamisation de court terme efficace, des participations dans des entreprises liquides et rentables, des revenus d'un patrimoine immobilier en constitution.

Composition des fonds propres de la CDC



- Dotation initiale
- Réserves Légales
- Bénéfices non affectés
- Ecart de réévaluation
- Subvention d'investissement
- Fond réglementés

UNE INSTITUTION AMBITIEUSE ET CREATRICE DE VALEUR

A partir d'une dotation initiale d'établissement de 10 milliards de Francs CFA, la CDC a réussi à multiplier ses fonds propres pour atteindre 40.511 millions de Francs CFA au 31 décembre 2014.

Au stade actuel de la mise en œuvre de son plan stratégique qui arrive à échéance fin 2016 et compte tenu du taux de rendement des fonds propres qui se situe à 13 %, la CDC souhaite maintenir, voire renforcer le rythme de croissance de ses fonds propres.

Dans cette perspective, la CDC se fixe pour cible d'atteindre une moyenne de 200 milliards Francs CFA d'actifs immobilisés dans les trois prochaines années, afin de coller aux ambitions attendues d'une institution de ce type ; c'est-à-dire disposer de la taille critique suffisante pour intervenir de façon significative sur l'économie nationale, à l'instar des Caisses de Dépôts qui ont le mieux réussi en développant :

- Leur rôle d'incubateur d'entreprises et d'investisseur dans les secteurs stratégiques et innovants ;
- Leur capacité à financer à moindre coût les infrastructures et les projets d'aménagement et de développement du territoire, complémentaires de ceux de l'Etat ;
- L'attrait des investisseurs nationaux et internationaux au travers de partenariats crédibles et porteurs dans le cadre des joint-ventures caractéristiques des partenariats public-privé qui constituent désormais le meilleur attelage de financement des investissements lourds ;
- Leur statut de prêteur avisé et de partenaire solide de l'Etat et des collectivités publiques afin d'accompagner le plan de développement du pays.



UNE GOUVERNANCE ADAPTEE AUX MEILLEURES PRATIQUES

La gouvernance de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est, à l'image des sociétés anonymes, exercée principalement dans le cadre du Conseil d'Administration. C'est cette instance qui fixe les grandes orientations de l'activité et en contrôle la mise en œuvre. Elle prend, à ce titre, diverses délibérations dont la direction générale est chargée d'assurer l'exécution.

Au sein du Conseil d'Administration qui se réunit aussi souvent que nécessaire (trois fois l'an minimum), divers comités ont été mis en place, à savoir :

- Le Comité de Bonne Gouvernance ;
- Le Comité d'Audit et Contrôle Interne ;
- Le Comité des Ressources Humaines et de Rémunérations
- Le Comité de suivi et de recommandations.
- Le Comité des Acquisitions et des Participations.

Ces comités se réunissent avant chaque Conseil d'Administration et préparent de manière approfondie les délibérations du Conseil sur des sujets relevant de leur compétence spécifique.

Le contrôle de l'activité est également assuré par :

- Les commissaires aux comptes ;
- La Cour des comptes.

PILOTAGE DES ACTIVITES

Le pilotage permet à la Direction Générale de suivre et coordonner les activités des services à travers :

- Les comités de gestion (Comité exécutif, Comité de direction, Comité d'investissement et Comité de gestion actif-passif) ;
- Le risk management s'appuyant sur le suivi d'une cartographie des risques par l'audit et le contrôle interne ;
- La mise en œuvre d'un outil d'évaluation de la performance des équipes ;
- Un outil de business-revue permettant de suivre l'évolution des projets majeurs des services et s'assurer de leur alignement à la stratégie ;
- L'implémentation d'un modèle de pilotage financier, permettant le suivi d'une allocation optimale des ressources et des risques de liquidité.

ETHIQUE, DEONTOLOGIE ET VALEURS

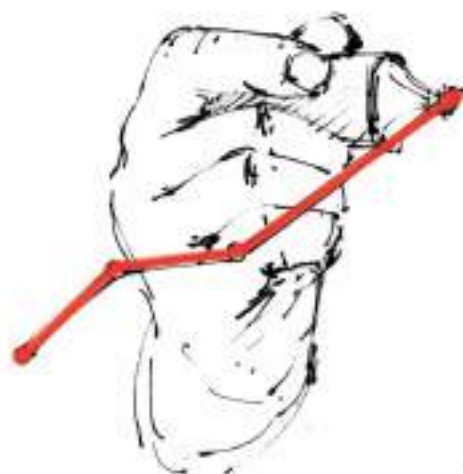
Une Charte des « Valeurs » de la CDC a été définie en juin 2014. Au nombre de quatre, ces principes visent à guider au quotidien l'action et les interventions des métiers ; ainsi que les comportements individuel et collectif des employés.

Ces valeurs ne prennent tout leur sens que considérées dans leur globalité créatrice de synergie.



PROACTIVITÉ

La proactivité est notre capacité à innover et à impulser des évolutions économiques, sociales et technologiques déterminantes



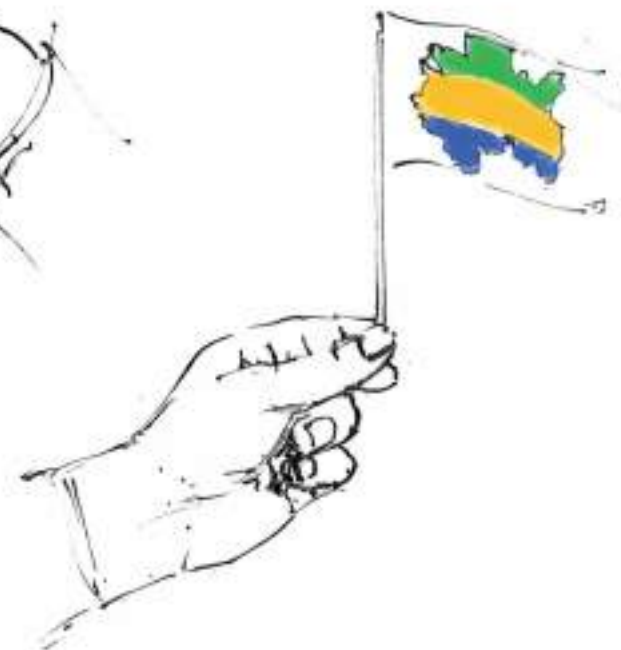
PERFORMANCE

La performance est notre crédo dans notre démarche de production de la richesse gage de notre prospérité.



SÉCURITÉ

La sécurité est notre aptitude à tenir notre rôle de tiers de confiance de référence.



CITOYENNETÉ

La citoyenneté est le leitmotiv qui guide notre action d'accompagnement des politiques publiques en veillant au respect des personnes, des règlements et de l'environnement.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



- Egide BOUNDONO SIMANGOYE,
Représentant le Ministère de l'Économie
Président du Conseil d'Administration



- Jean Christian OBAME NDONG,
Représentant la Primature



- Brigitte OTOUMOLONGUI,
Administrateur indépendant
Vice-présidente du Conseil
d'Administration



- André Richard MOUSSOUNDA MIKALA,
Représentant le Sénat



- Serge MICKOTO,
Représentant le Président de la
République



- Maurice Nestor EYAMBA TSIMAT,
Représentant l'Assemblée Nationale

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



- Michel BOULINGUI,
Représentant le Conseil Economique
et Social



- Alphonse NKOROUNA,
Représentant le Ministère de la Justice



- Alexandre MATSINGA,
Représentant le Ministère de l'Intérieur



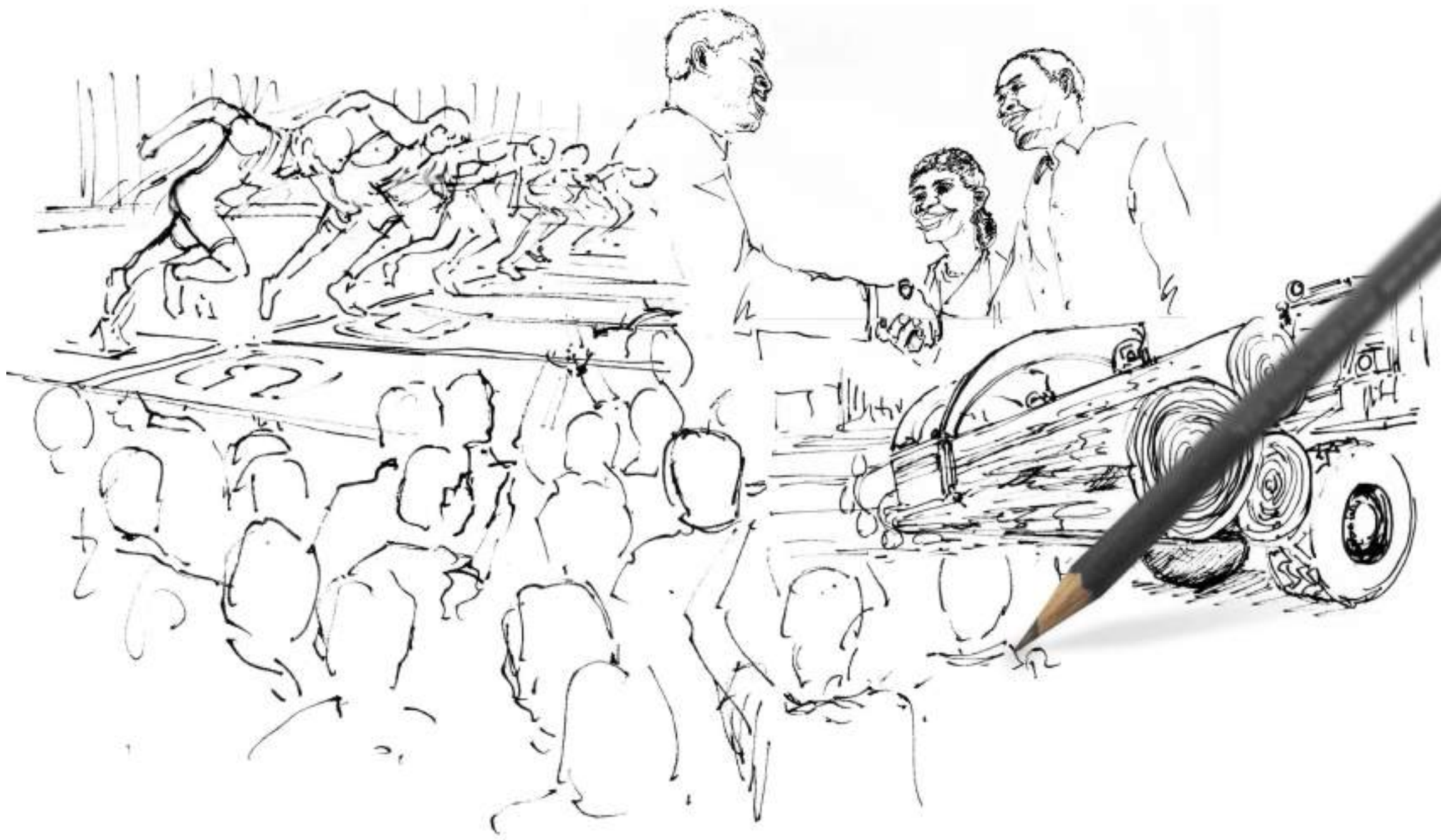
- Lydie RELONGOUE,
Notaire représentant la Chambre des Notaires



- Jean Fidèle OTANDAULT,
Représentant le Ministère du Budget



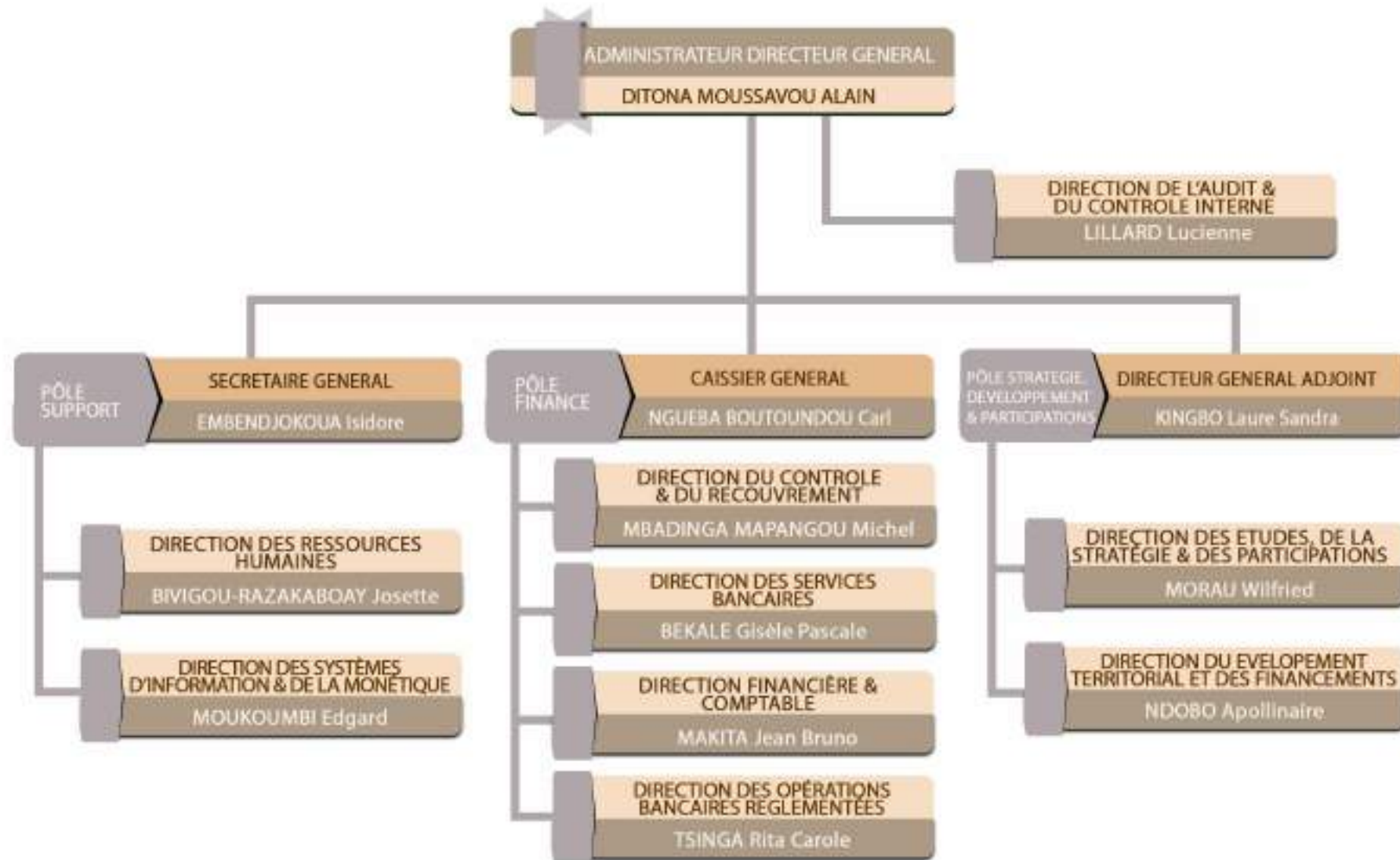
- Alain DITONA MOUSSAVOU,
es qualité



ORGANISATION ET CADRE D'ACTIVITÉ DE L'INSTITUTION

- ORGANIGRAMME DE L'INSTITUTION
- RESSOURCES HUMAINES
- SYSTEMES D'INFORMATION
- QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE & COMPTABLE
- GOUVERNANCE
- IMAGE DE MARQUE

ORGANIGRAMME DE L'INSTITUTION

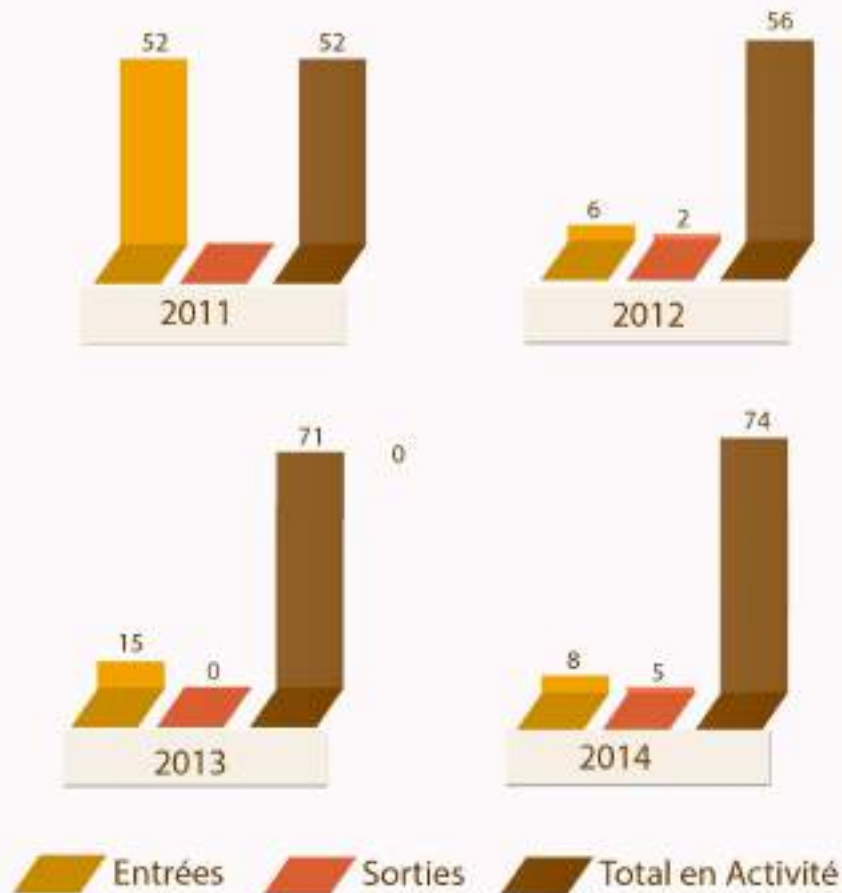


RESSOURCES HUMAINES

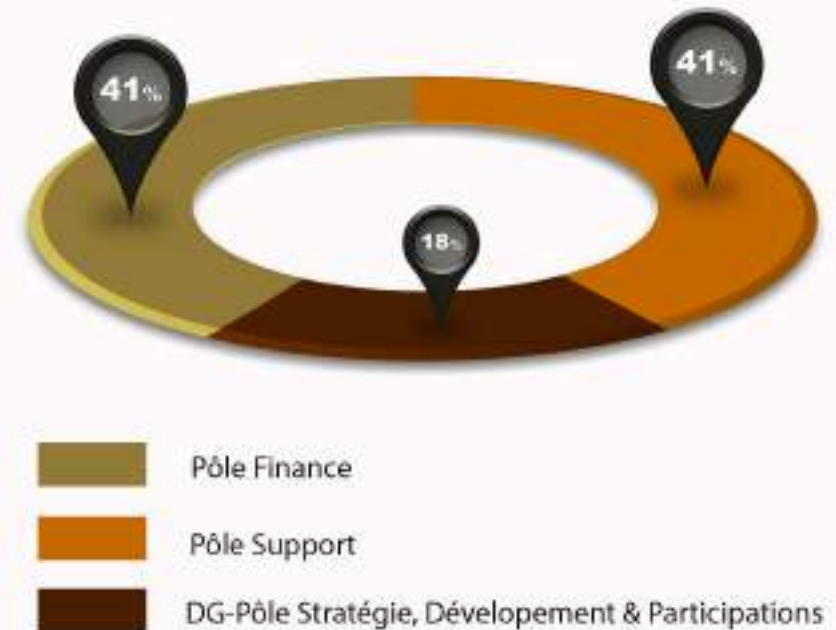
Dans le but de favoriser l'atteinte des objectifs de la lettre de cadrage notamment en matière de qualité de l'information budgétaire, comptable et financière, la Direction des Ressources Humaines a procédé à des recrutements ciblés, ce qui a permis de réduire le rythme d'accroissement des effectifs par rapport à 2013 et de stabiliser l'évolution du coefficient d'exploitation.

Au total parmi les huit nouvelles intégrations en 2014, les 3/5 ont obéi à cette logique, les autres ayant globalement consistés en des remplacements de personnels démissionnaires. Les services qui en ont bénéficié sont : la Direction Financière et Comptable (2), la Direction des Systèmes d'Information et de la Monétique (2), la Direction des Services Bancaires (2) et la Direction des Ressources Humaines ; ce qui modifie légèrement la répartition des effectifs par pôle.

Mouvements du Personnel



Répartition des Effectifs par Pôle



RESSOURCES HUMAINES

Ces mouvements de personnel ont permis d'équilibrer la parité hommes / femmes (37/37) pour un effectif total de 74 employés, composé à 53 % de cadres, 31 % de gradés et 16 % d'agents.



Hormis les mouvements de personnel, des actions de formation ont été initiées comme chaque année, en respectant les priorités dans la professionnalisation des métiers et la maîtrise des projets en exécution au cours de l'année. Le coût global représente en 2014 près de 5 % de la masse salariale.

Outre les actions de gestion et développement du personnel, la Direction des Ressources Humaines a également consacré son action à la diversification des outils de communication interne et au renforcement de la cohésion interne en vue de diffuser et favoriser l'appropriation de la stratégie globale, dans un contexte de hausse des effectifs et de dispersion des locaux de l'institution.

A cet effet, une priorité a été donnée à la nécessité de :

- Renforcer le sentiment d'appartenance, en fédérant le personnel autour d'une culture d'entreprise
- Accroître la dynamique de performance en améliorant le système d'évaluation des performances. Le système d'évaluation annuelle a été dématérialisé en 2014 sur la plateforme SharePoint.

SYSTEMES D'INFORMATION

En matière de Système d'Information, les activités s'articulent autour de trois (3) grandes réalisations. Le Système d'information de la CDC s'est enrichi cette année d'un outil supplémentaire de communication et de collaboration ; SharePoint version 2013 ; portail qui a été mis en service courant septembre 2014.

L'implémentation de l'application SharePoint au sein des services va faciliter et rendre plus efficace l'organisation du travail en même temps qu'elle encouragera de facto la dématérialisation des documents échangés et l'optimisation des procédures.

La recommandation forte de l'audit du système d'information de la CDC a mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre un Plan de Continuité des Activités (PCA). Dans cette perspective, l'aménagement du site de secours est terminé et les tests pour sa mise en service seront finalisés début 2015.

Au titre des autres réalisations de la Direction des Systèmes d'information et de la Monétique, on peut noter :

- la mise en production des certificats de sécurité pour les applications (Web, Web-banking et Themis) ;
- la mise en place d'un espace FTP (file transfer processing) pour faciliter les échanges de fichiers entre les Agences comptables et la CDC dans le cadre du déploiement de l'outil Barberousse de traitement des salaires ;
- la réalisation de tests d'intrusion par l'entreprise SDM (Service Data Management) ;
- l'élaboration de la Charte informatique qui est en cours de validation par le Top Management.

QUALITE DE L'INFORMATION FINANCIERE ET COMPTABLE

Dans l'optique d'améliorer la qualité de la gouvernance et du pilotage interne, la Direction Générale s'est fixée comme priorité de systématiser et d'automatiser la production de l'information comptable et financière, ce qui a aussi l'avantage de faciliter les diligences des commissaires aux comptes et de la Cour des comptes.

La qualité de l'information comptable a été renforcée par un dispositif de contrôle interne comptable et financier, ainsi que la revue de procédures et schémas comptables.

Les travaux d'automatisation de l'ensemble des reportings comptables et financiers sont programmés entre fin décembre 2014 et début 2015. L'acquisition de logiciels de reportings comptable et d'un module de rapprochement bancaire, permettra de mettre en place des tableaux de bord financier et comptable.

Aussi, dans le but de renforcer les capacités opérationnelles de la Direction Financière et Comptable (DFC), deux ressources additionnelles ont été recrutées ; l'une pour le contrôle interne de la production comptable ; l'autre pour réaliser les travaux de rapprochements bancaires et suivre la régularisation des suspens par les services concernés.

GOUVERNANCE

L'AUDIT ET LE CONTROLE INTERNE

Les recommandations faites en 2013 par le Comité d'Audit du Conseil d'Administration ont été intégrées au planning de travail 2014 de la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne (DACI).

Le rythme d'exécution des contrôles et audits planifiés en 2014, a connu un net ralentissement en cours d'année, en raison de mouvements du personnel, qui ont affecté la DACI. Il en a résulté un réajustement du calendrier des contrôles et audits prévus et une révision des ambitions quant aux objectifs de fin d'année.

En dépit de cela, les audits et contrôles effectivement réalisés ont permis de passer en revue les 3/4 des processus prévus, la programmation initiale ayant été assez ambitieuse.

Par ailleurs, les efforts en vue de formaliser les processus ont abouti à l'élaboration d'un manuel des procédures. Ces dernières sont donc pleinement applicables, il ne reste plus qu'à en assurer le respect systématique.

Le cadre conceptuel d'un tableau de bord avec des indicateurs de suivi des risques est en cours d'examen. Il sera plus tard renforcé par l'intégration d'un dispositif de surveillance des ratios et normes prudentiels en cours de mise à jour et validation.

Un chantier de dématérialisation des procédures, en collaboration avec la DSIM, a été engagé, via le portail SharePoint. Ce travail va permettre de faire en sorte que les flux d'échange (workflows) soient simulés sur le portail, afin de faciliter la circulation et validation de certains formulaires.

LE CADRE JURIDIQUE DES ACTIVITES

2014 a été l'année de l'adoption par l'Assemblée Nationale et le SENAT de la loi n°019/2014, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°045/2010 ratifiant l'ordonnance n°024/PR/2010 portant création et organisation de la CDC.

Ce texte vient renforcer les compétences de la CDC en matière de contrôle et recouvrement du FNH, en même temps qu'il réduit les contraintes en matière d'insaisissabilité des biens de la CDC qui complexifiaient l'accès de l'institution à l'emprunt bancaire.

LES RELATIONS AVEC LA TUTELLE

Dans sa volonté d'animer le dialogue public-privé et d'être un apporteur de solutions pratiques aux problématiques relevant de son objet, la CDC a travaillé avec sa tutelle sur plusieurs sujets parmi lesquels la mise en place d'un mécanisme de refinancement des crédits immobiliers.

La CDC prend régulièrement part, lorsqu'elle est concernée, aux réunions consacrées au Programme de Travail Ministériel, ainsi qu'à celles sur la Budgétisation par Objectifs de Programme.

L'Administrateur Directeur Général a participé, en février 2014, au Séminaire gouvernemental de Franceville au cours duquel il a fait une présentation aux membres du Gouvernement et à toute l'assistance, des réalisations de la CDC depuis sa création, dans sa mission de soutien à la vision des Autorités.

La CDC a reçu le 16 juillet 2014, la visite du Secrétaire Général du ministère en charge de l'Economie nouvellement nommé, Monsieur Thierry ABELOKO, dans le cadre plus général de rencontres de prise de contact avec les administrations et organismes sous tutelle.

IMAGE DE MARQUE

La CDC a confirmé la bonne tenue de son image de marque à travers l'édition et la publication du Rapport d'activité de l'exercice 2013. Les retours font état d'un excellent ressenti d'une image de très bonne qualité, tant sur le plan national qu'international.

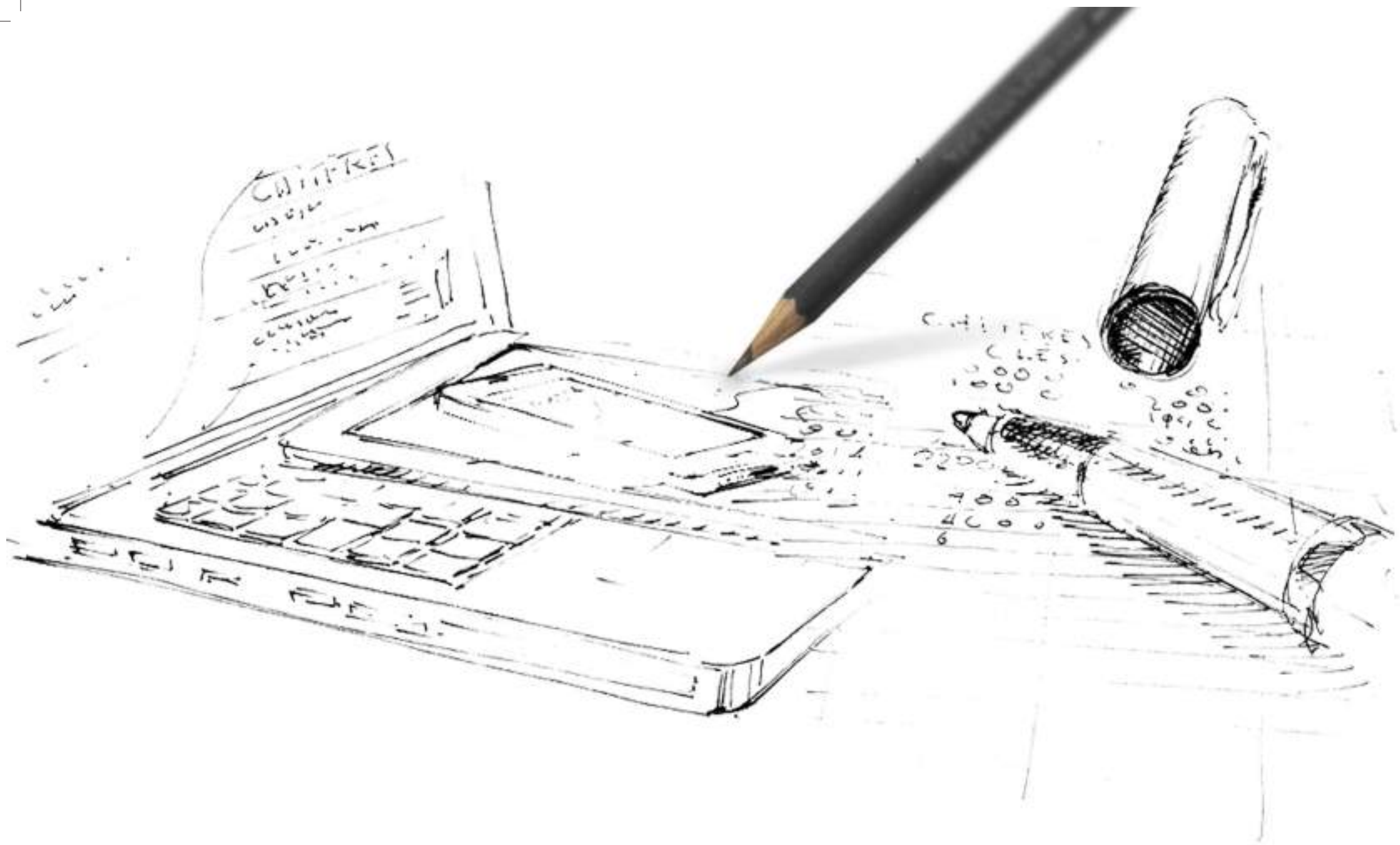
Une campagne de communication a permis de renforcer la qualité de l'image de marque de la CDC, par la production d'un film institutionnel qui est diffusé depuis la mi-octobre 2014 dans les médias locaux et sur des écrans publicitaires à l'intérieur du périmètre urbain.

L'identité visuelle a évolué et a permis de mettre en relief une vision de responsabilité sociétale et de long terme à travers le thème boisé. Le site Internet et les visuels destinés aux insertions institutionnelles ont été adaptés en conséquence, ce qui a également permis de finaliser la production d'une plaquette à but de communication institutionnelle.

Dans le cadre de la commercialisation prochaine sous la formule VEFA des appartements du projet immobilier du Pont Nomba, la production d'un film promotionnel a été initiée depuis mai 2014.

Le 1er avril a vu la parution de la 1ère édition du journal interne de la CDC dénommée "La Passerelle". Cet outil de communication interne, vise la participation des employés à la vie de l'Institution et le renforcement du sentiment d'appartenance.





LA MOBILISATION DES RESSOURCES

- LES SERVICES BANCAIRES
- LES OPÉRATIONS BANCAIRES RÉGLEMENTÉES
- LE CONTRÔLE ET LE RECOURS DES RESSOURCES FNH

LES SERVICES BANCAIRES

Le passage de 323 à 351 comptes ouverts au niveau de la Direction des Services Bancaires traduit les efforts en termes de sensibilisation de la clientèle.

Cette tendance contraste cependant avec l'écart observé entre le volume des dépôts à vue de la Direction des Services Bancaires au 31 décembre 2014, qui se chiffre à 62.000 millions FCFA contre 77.000 millions FCFA au 31 décembre 2013, soit une baisse de 19,48 %.

Toutefois, cette baisse des dépôts à vue gérés par la Direction des Services Bancaires est compensée par l'augmentation des dépôts et fonds consignés par la Direction des Opérations Bancaires Réglementées (DOBR); ce qui s'est traduit par une augmentation du volume global des dépôts comme évoqué dans la présentation du modèle économique et financier.

Le fléchissement des dépôts à vue, qui est corrélé aux évolutions intervenues dans le cadre de la loi de finances rectificative 2014, n'a donc pas eu d'impact récessif sur l'activité de la CDC. Bien au contraire, le poids des ressources longues s'impose progressivement sur les ressources courtes, ce qui favorise les expositions longues, adaptées aux principales transactions de la CDC.

Le volume des opérations de front office (versement et retrait en espèces, retrait chèque client et approvisionnement BEAC) a baissé de 18,60%. Cette baisse est imputable à la forte bancarisation des agents publics dont les rémunérations sont désormais versées par vi-

A contrario, les opérations de back office (virements unitaires, virements de masse, compensation des chèques) se sont globalement accrues de 8,96% du fait de l'effet mécanique du recul des opérations en numéraires (de guichet). Une explication additionnelle réside dans la forte évolution (+47,83%) des opérations de transferts à l'international. Quant aux opérations de change, elles ont connu une forte baisse par rapport à l'année précédente (-26,17%)

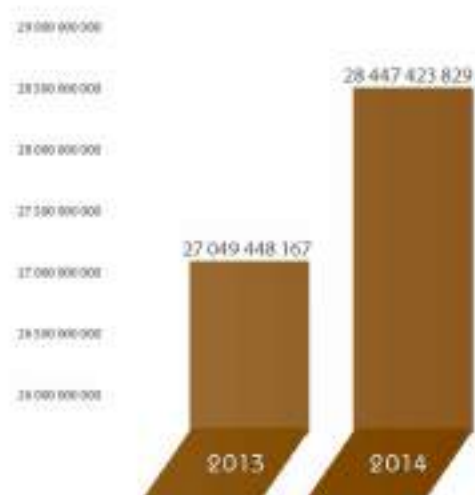
Composition des dépôts de la CDC



La composition des dépôts reflète encore une insuffisance des mandats de gestion. La CDC s'attèle à une communication sur son savoir-faire en matière de fructification des ressources, dans le cadre de conventions encadrant les supports et limites de risques des instruments de placement et d'investissement.

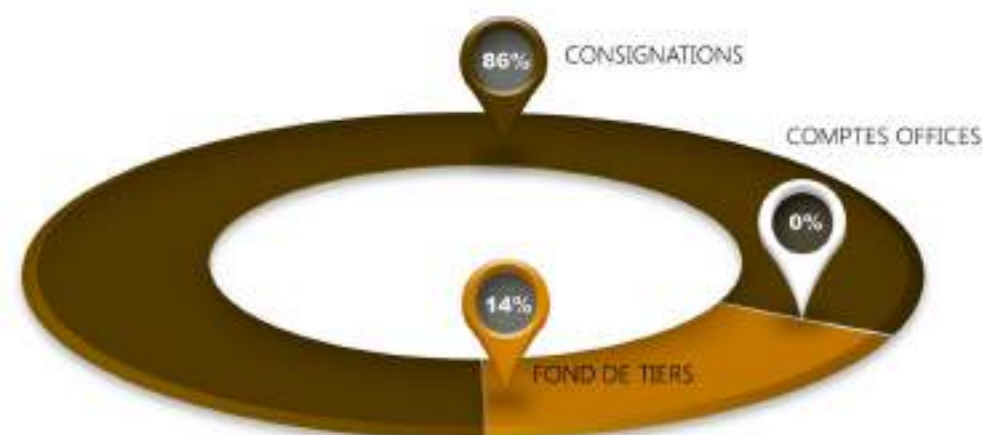
LES OPERATIONS BANCAIRES REGLEMENTEES

La poursuite des efforts pour une mobilisation accrue des dépôts provenant des professions juridiques a été l'objectif prioritaire. Les démarches initiées en 2014 ont été porteuses comme illustré dans le graphique ci-dessous. D'autres actions allant dans ce sens seront mises en œuvre afin d'atteindre le seuil de 30.000 millions de Francs CFA d'ici 2016.



Un produit visant à collecter l'épargne populaire est en cours de développement. Une assistance technique par la Caisse des Dépôts de France est envisagée prochainement pour finaliser le plan de déploiement (cadre de gestion, plan marketing).

Composition des ressources



En ce qui concerne particulièrement les professionnels du droit, on note une augmentation de 56 % du nombre de comptes ouverts dans les livres de la CDC. En effet, le nombre de comptes passe de 34 à fin 2013 à 54 à fin 2014. De plus, une nouvelle gamme de produits et services à leur attention est en préparation.

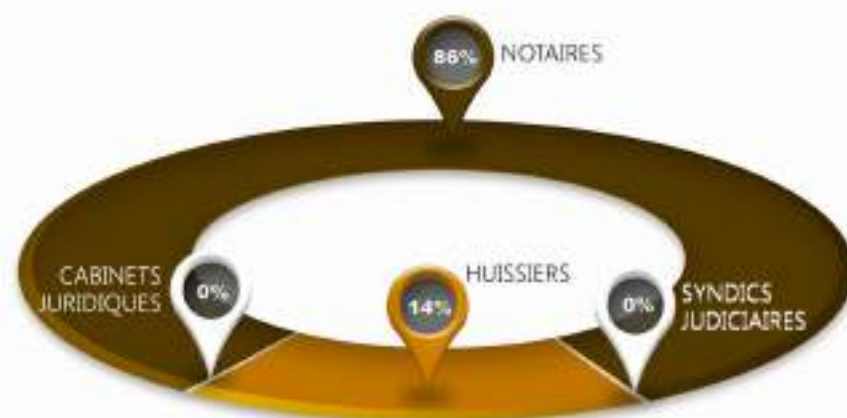
Le suivi de la relation client a donné lieu à plusieurs rencontres au cours du premier trimestre 2014. Les entretiens avec les professionnels ont débouché sur la proposition de création d'une Caisse de Retraite des Notaires. La mise en œuvre du dispositif est en cours d'implémentation.

Des discussions sont en cours avec le Barreau pour la mise en place d'un partenariat avec la corporation des avocats. L'objectif visé étant de créer un système de gestion des fonds logés dans le futur compte Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats du Gabon (CARPAG).

LES OPERATIONS BANCAIRES REGLEMENTEES

La CDC a entamé des travaux avec le soutien du Ministère de la Justice, Garde des Sceaux pour une domiciliation prochaine des fonds de tiers détenus par les greffiers.

Répartition des dépôts par professions juridiques par catégorie



Concernant l'Activité Consignations, l'année 2014 a vu l'amorce d'une diversification nécessaire des partenariats afin de mobiliser davantage de ressources.

En effet, l'institution étant habilitée à se porter caution au titre de crédits d'enlèvement pour les entreprises qui le souhaitent, la CDC s'est intéressée aux sociétés de transit.

Cette phase de promotion a permis d'avoir le recul nécessaire dans la mise en place d'un nouveau mécanisme plus adapté à la réalité de l'activité. Trois sociétés de transit ont déjà souscrit au nouveau dispositif. A la suite de cette première étape, la CDC espère renouveler la souscription de ses partenaires actuels, puis relancer une troisième phase de promotion dès septembre 2015, période de renouvellement annuel des soumissions douanières.

Sur un autre plan, on note un recul significatif de la mobilisation des ressources émanant du Trésor public. La CDC a, tout au long de l'année, multiplié les séances de travail afin d'encourager le transfert effectif des fonds dans ses livres. Plusieurs sujets restent actuellement en discussion parmi lesquels :

- la gestion conjointe des consignations en province ;
- le processus de dépôt effectif des cautions électorales auprès de la CDC ;
- le transfert des fonds encore détenus par le Trésor public.

En matière d'amélioration de la gouvernance, la Direction des Opérations Bancaires Réglementées collabore avec la Direction des Systèmes informatiques et Monétiques pour la mise en œuvre de la dématérialisation des processus consignations et déconsignations à travers le projet de signature électronique dans THEMIS.

LE CONTROLE ET LE RECOUVREMENT DES RESSOURCES FNH

Le premier trimestre 2014 a connu une forte campagne de vérification des déclarations FNH effectuées auprès des contribuables du secteur pétrolier et parapétrolier.

Ces vérifications ont permis à la CDC d'engranger des ressources ordinaires nouvelles issues des régularisations réalisées par les entreprises du secteur.

L'opportunité de telles campagnes s'est justifiée pour avoir permis de faire passer le niveau des versements spontanés presque du simple au double ; de près de 6 milliards en 2013 à plus de 10 milliards en 2014.

Pour rendre l'assiette du FNH plus importante, la Direction du Contrôle et du Recouvrement a élaboré un bordereau déclaratif qui corrige les rubriques de paie échappant à la base assujettie.

Dès la promulgation de la loi n°019/2014 conférant à la CDC le pouvoir de contrôler et recouvrer elle-même ses ressources, les services de contrôle et de recouvrement devraient améliorer davantage leur niveau de performance.





LA DYNAMISATION DES RESSOURCES

- LA DYNAMISATION DE LA TRESORERIE
- LES PRISES DE PARTICIPATION
- LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
- LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

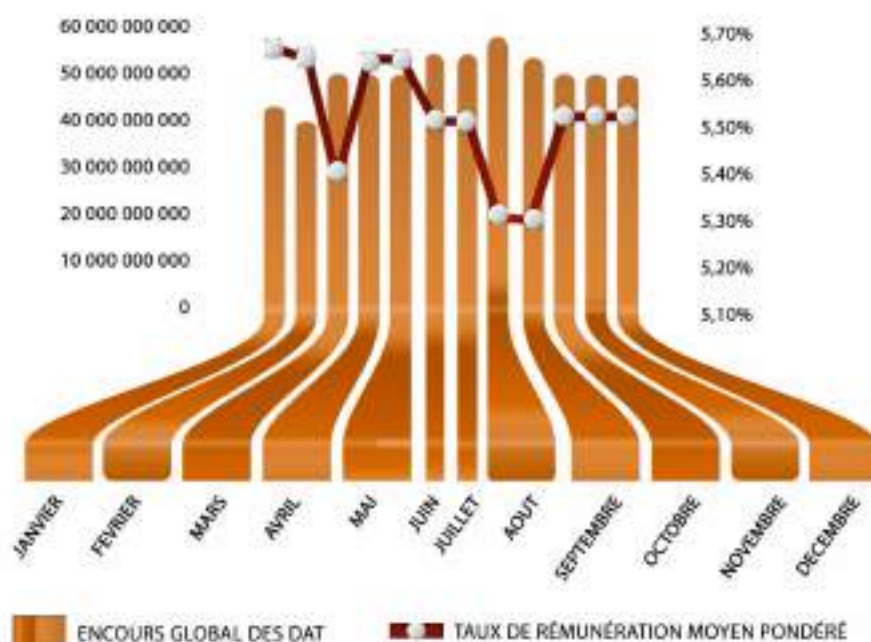
LA DYNAMISATION DE LA TRESORERIE

La gestion de la trésorerie à court terme consiste à placer de façon optimale des ressources disponibles sur des supports à court terme, tout en veillant à ce que le niveau et la structure du portefeuille des titres de placement soient conformes aux normes et ratios prudentiels relatifs au couple risque/rendement.

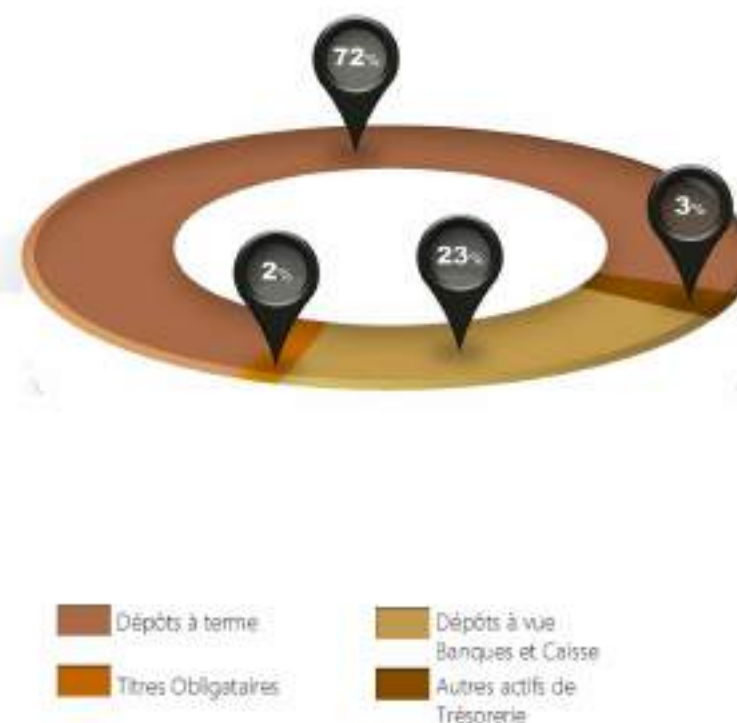
L'activité de gestion de la trésorerie vise aussi une meilleure maîtrise des charges bancaires et financières par la négociation des conditions de tenue des comptes chez les correspondants et la tarification des opérations par ces derniers.

Les placements à terme ont permis de générer plus de 2.710 millions de Francs CFA, sur la base d'un encours moyen annuel de 49.500 millions de Francs CFA au taux moyen annuel de 5,5%. Le canton trésorerie contribue pour 46 % au Produit Net Bancaire (PNB) total de la CDC.

Evolution mensuelle de l'encours des dépôts à terme et du taux moyen de placement



Répartition des composantes du canton "Trésorerie"



LES PRISES DE PARTICIPATION

Le métier de private equity (prise de participation au capital d'entreprises non cotées) est un moyen pour la Caisse des Dépôts, en tant qu'investisseur institutionnel, de se positionner sur des secteurs économiques et soutenir l'action en la matière des pouvoirs publics ; c'est aussi la possibilité qui lui est offerte de cibler des investissements rentables et réaliser des retours sur investissements visant à consolider son assise financière.

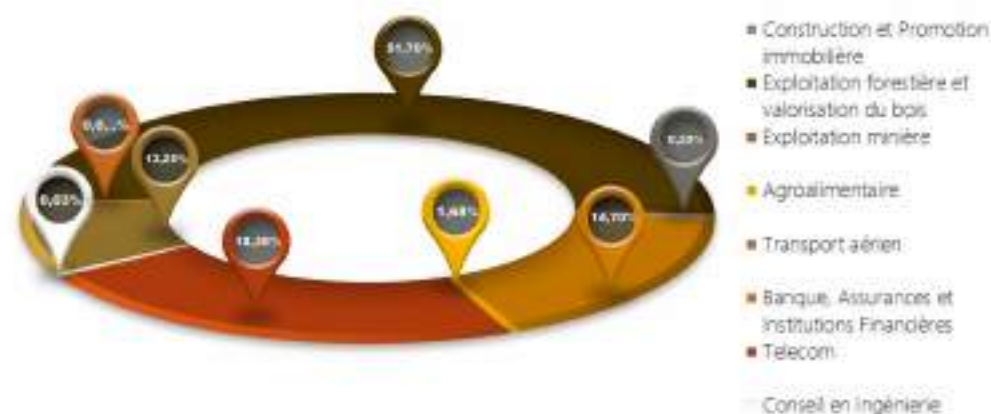
Les opérations de prises de participations de la CDC répondent à ce double enjeu dont le juste équilibre, la diversité des enjeux et les optiques différentielles de rentabilité conduisent à segmenter le portefeuille global en trois sous-portefeuilles avec des gestions, des politiques et des critères d'investissement différents.

À fin décembre 2014 le portefeuille de participations s'élève à 39.010 millions de Francs CFA, grâce à de nouvelles transactions courant de l'année, portant sur les cibles suivantes :

- Amethis West Africa (AWA) pour 606 millions de Francs CFA soit 11,09 % du capital ;
- Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) pour 1.000 millions de Francs CFA, soit 8% du capital ;
- AFREXIMBANK pour 1.541 millions de Francs CFA, soit 0,27% du capital ;
- IG TELECOM pour 2.941 millions de Francs CFA, soit 15% du capital.

Ces opérations ont été menées d'autant plus facilement que l'expertise de la Direction des Études, de la Stratégie et des Participations s'est accrue grâce à un renforcement des capacités, une politique de professionnalisation accrue de ses effectifs, mais également l'assistance technique de conseils en investissement de renommée internationale (AM Capital).

Répartition sectorielle du portefeuille en valeur



La répartition sectorielle du portefeuille global des participations fait encore ressortir une forte prépondérance de la filière transformation du bois. Cette tendance devrait être réduite progressivement à la faveur des investissements dans d'autres secteurs, mais également par une redéfinition du partenariat avec le principal opérateur de la filière.

Dans le but d'accroître la performance de son portefeuille global, la CDC souhaite sortir de certaines entreprises non rentables, et réaliser de nouvelles transactions en privilégiant une plus grande diversification des secteurs, dans le respect scrupuleux des seuils de rentabilité et de risque inhérent à chaque segment de portefeuille, adossé à une politique d'investissement spécifique.

LES PRISES DE PARTICIPATION

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES PARTICIPATIONS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 31/12/2014

Participante CDC	Nombre d'actions détenues	Pourcentage de Capital	Montant participations en FCFA	Date de la prise de participation
 Société Nationale Immobilière (SNI)	1 000	4%	10 000 000	15/02/2011
 Société de Mixte en Fibre de Bois (SOMIBO)	8 800	10,52%	210 775 000	06/06/2011
 SIM GABON	240	10%	1 105 000 000	26/07/2011
 Société Gabonaise Développement Complexes (SAGDC)	800	3%	825 500 000	26/07/2011
 Compagnie Minière de l'Océan (COMINO)	11 500	0,50%	800 000 000	30/10/2011
 Banque Gabonaise de Développement (BAGD)	414 374	0,23%	2 140 595 072	08/10/2011
 Société Minière et Industrielle du Gabon (SOMIG)	20 771	5,20%	600 000 000	15/11/2011
 Réservoirs Océaniques Gabon (ROG)	55 440	2%	1 302 000 000	07/12/2011
 Rouger Africa International (RAI)	15 000	10%	11 740 527 520	29/12/2011
 Société Gabonaise de Logement Social (SOGES)	2 000	0%	20 000 000	29/12/2012
 NEVIC GABON	1 000	40%	12 000 000	25/04/2013
 Société Gabonaise des Ressources Forestières de la Mer (SOGRFM)	11 250	10%	890 000 250	06/05/2013
 Société d'Investissement en Agriculture Tropical (SIAT)	17 000	3%	2 234 500 000	30/05/2013
 HELIUMER GABON	300	2,0%	6 500 000	09/07/2013
 AFTEL GABON	1 800	1,1%	1 652 100 400	26/07/2013
 G-ELECOM	22 500	10%	2 041 000 000	16/12/2013
 Société Commerciale Gabonaise de Métaux et Minéraux (SCGM)	40 000	10%	1 900 000 000	24/12/2014
 Avenir Wire Africa (AWA)	600	10,00%	600 000 000	24/06/2014
 BVMAC	800	0,14%	1 541 300 000	25/08/2014
TOTAL PARTICIPATIONS CDC			19 032 203 892	

Gestion de la participation dans la BGD

En raison de la dégradation continue de la situation financière de la BGD depuis plusieurs années, la CDC s'est vu contrainte de provisionner la somme de FCFA 2.140.595.072 correspondant au niveau de sa participation au capital de cette banque. La constitution de cette provision a impacté négativement le résultat net 2014. Celui-ci fait ainsi observer une baisse de 21,4% par rapport au résultat net 2013, au lieu d'une accentuation de la tendance haussière des résultats de 20% comme cela aurait été le cas si la probabilité de survenance de ce risque de perte avait été moins forte.

Sortie CDC de SIAT Gabon

Dès la publication des résultats définitifs 2013 et des tendances du 1er semestre 2014, en total décrochage avec les prévisions; et face à la dégradation continue de la demande et des cours internationaux des principaux produits de SIAT Gabon, la CDC s'est forgée la conviction de sortir de cette entreprise.

Aussi, la CDC présente au Conseil d'administration de SIAT Gabon, a alerté la COSUMAF et la BVMAC de la situation et des risques encourus par les actionnaires.

Cette alerte a permis l'ouverture de négociations avec le groupe SIAT NV et d'engager la sortie du capital de cette société.

LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Septembre 2014 a connu le lancement du programme de rencontres de prospection et d'échanges avec un échantillon représentatif des Collectivités locales à l'intérieur du pays (Ogooué Maritime, Haut-Ogooué, Woleu-Ntem et Estuaire). Cette opération avait pour but de collecter des projets générateurs de revenus et d'apporter un appui multiforme (financement, conseil et assistance technique) à la mise en œuvre des projets territoriaux, ainsi que l'alignement et le déploiement de la stratégie de la CDC en matière de développement territorial.

LA PROMOTION IMMOBILIERE

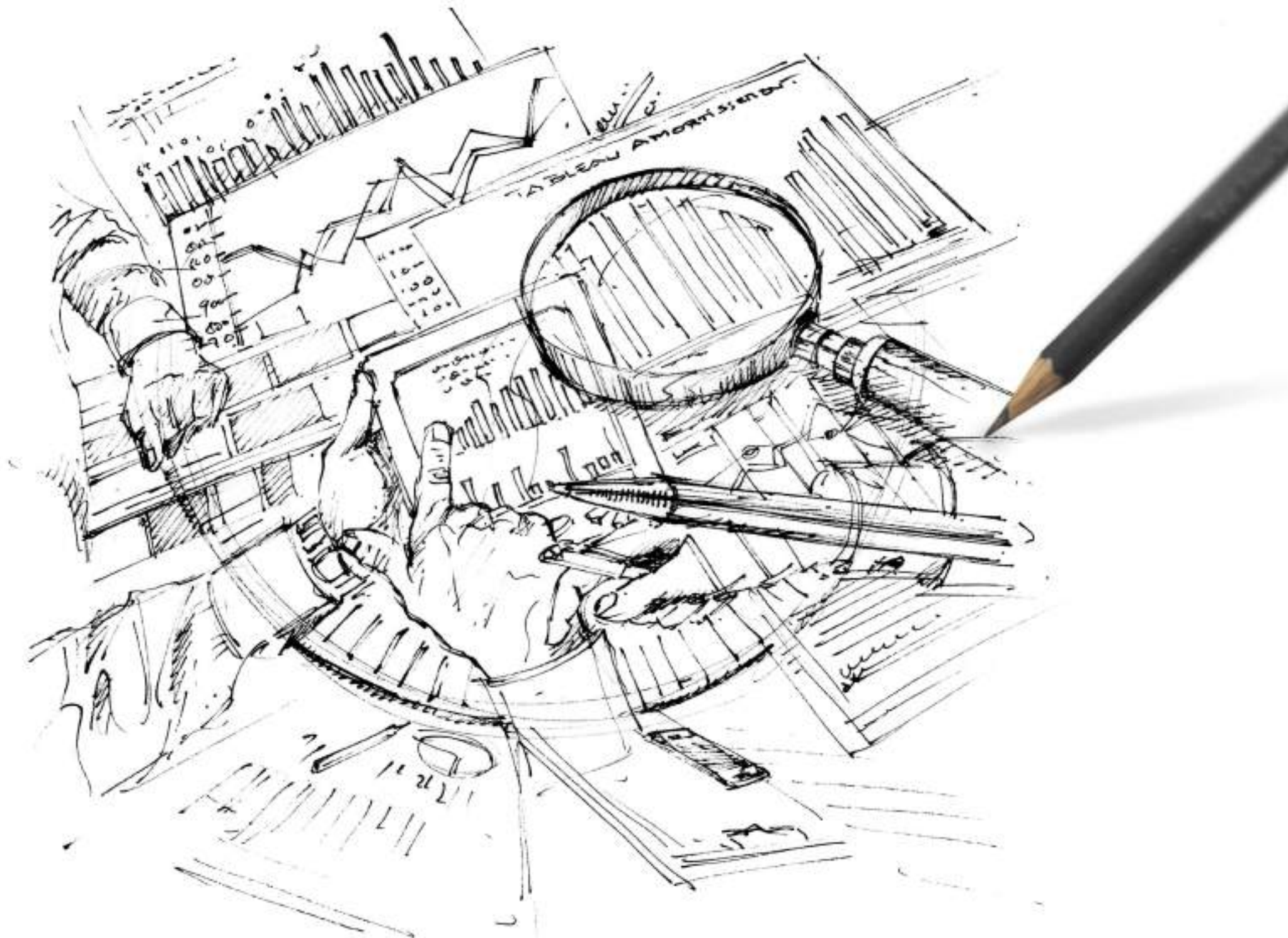
Dans son rôle d'aménageur et de promoteur immobilier, la Caisse des Dépôts et Consignations a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'un lotissement résidentiel sis au Pont Nomba par le lancement des travaux de terrassement généraux pour un engagement financier de Francs CFA 3.076 millions.

Par ailleurs, la stratégie d'accumulation de réserves foncières s'est intensifiée par trois nouvelles acquisitions, à savoir celles :

- d'une propriété bâtie en juillet 2014 au quartier Louis d'une superficie de 2198 m² à usage locatif ;
- d'une propriété non bâtie en novembre 2014 dans la vallée Arambo d'une superficie de 200 000 m² sur laquelle la CDC entrevoit l'aménagement et la viabilisation en vue de la commercialisation des parcelles ;
- d'un immeuble R+2 en décembre 2014 au quartier TAHITI d'une superficie de 1 817 m² à usage locatif.

Les démarches en vues de disposer d'un siège propriété de la CDC se sont traduites par l'acquisition d'un terrain d'une superficie de 4000 m² sur le Boulevard Triomphal, et par le lancement des études préalables à la construction. Dans sa conception, le futur siège sera un immeuble de six étages.





TABLÉAU AMORTISSEMENT

100
80
60
40
20
0

100
80
60
40
20
0

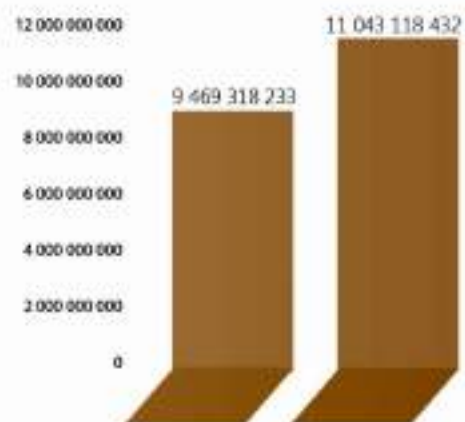
11 21 21

SITUATION FINANCIÈRE ET COMPTABLE

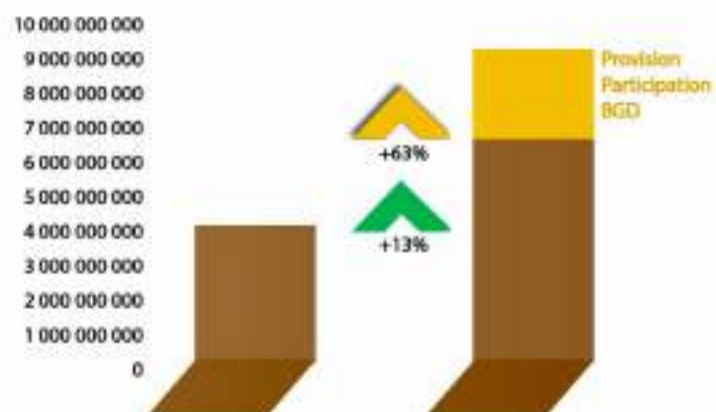
- PRINCIPAUX RATIOS
- BILAN
- COMPTE DE RESULTAT
- TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS
- RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

PRINCIPAUX RATIOS

Evolution Annuelle des Produits



Le niveau général des produits s'est accru de façon significative. Une hausse imputable à la bonne tenue des produits d'exploitation.



Répartition des produits en 2013



Répartition des produits en 2014



Répartition des charges en 2013



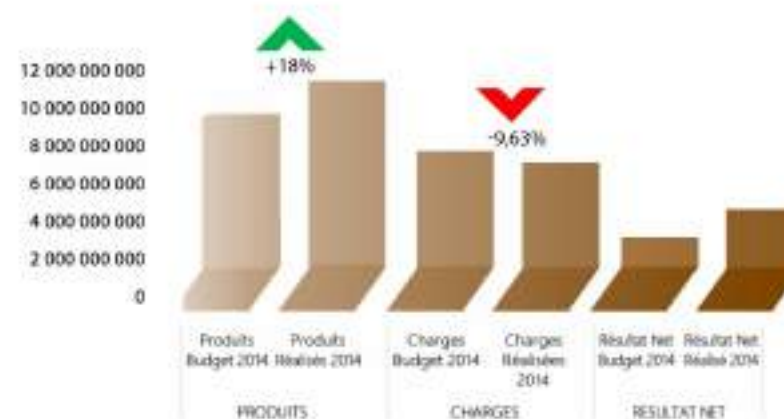
Répartition des charges en 2014



PRINCIPAUX RATIOS

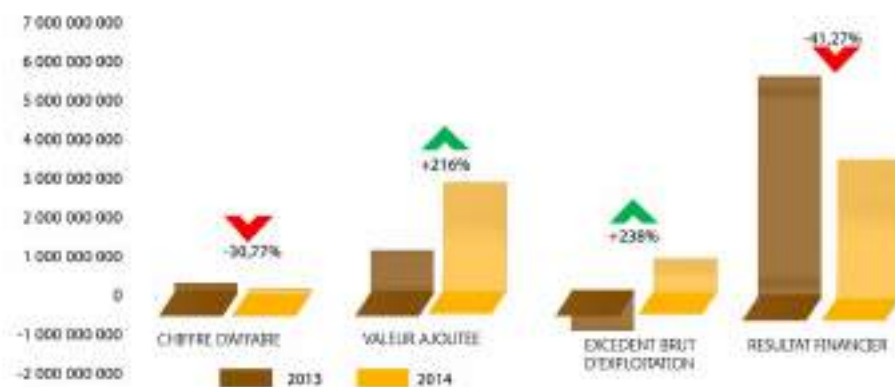


Le Résultat Net est en recul de 21% par rapport à 2013. Une détérioration imputable au provisionnement de la participation BGD de 2,14 milliards de francs CFA. Sinon il aurait crû de 20% pour se situer à Francs CFA à 222 523 192.

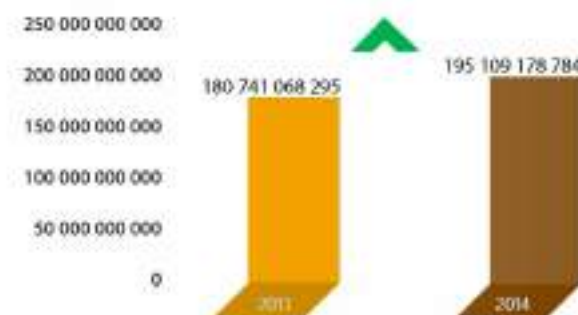


Les produits réalisés sont supérieurs de près de 18% aux prévisions budgétaires. Les charges réalisées sont en dessous des prévisions en générant une économie de 9,63% soit Francs CFA 741 673 584.

Evolution Annuelle des Soldes Intermédiaires de Gestion



Evolution Annuelle du Total Bilan

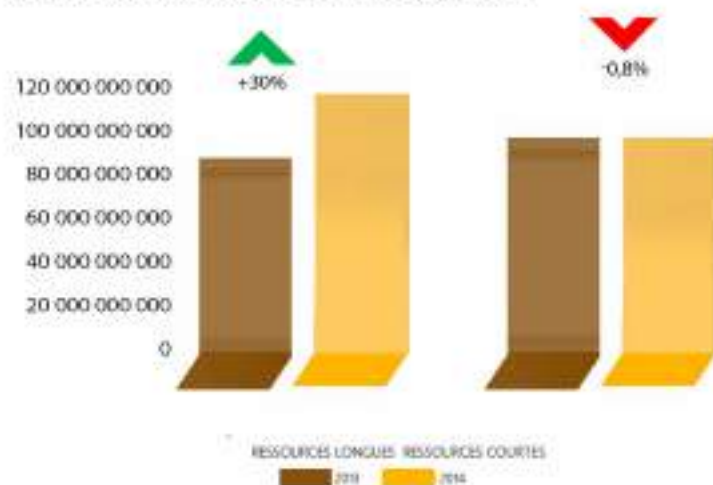


Le total bilan est en hausse de 8% grâce entre autres à la hausse des dépôts de la clientèle publique.

PRINCIPAUX RATIOS

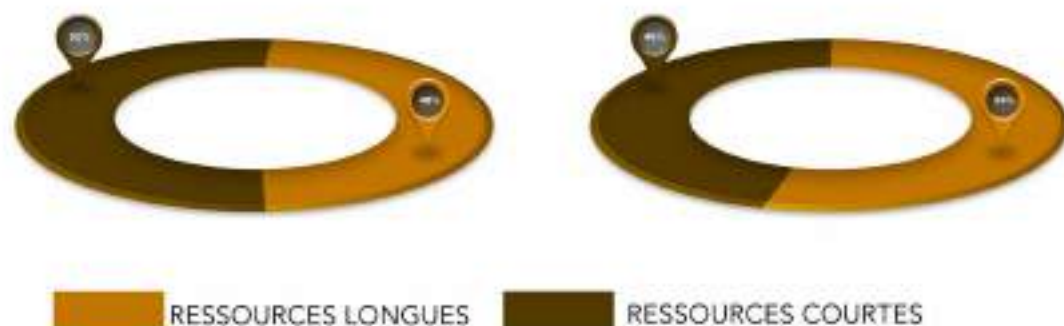
UNE ASSISE FINANCIERE CONSOLIDEE

Evolution Annuelle des Ressources

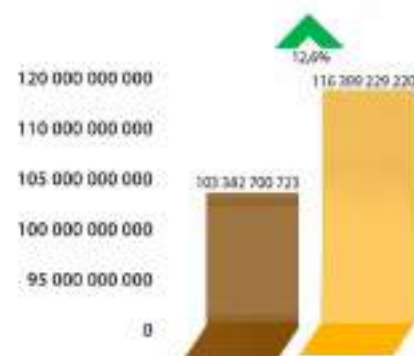


L'augmentation du niveau global des dépôts s'est accompagnée d'une hausse des ressources longues de 30%. Une aubaine pour les emplois à long terme qui contribue au renforcement de l'assise financière de la cdc. En effet les ressources longues sont légèrement plus importantes que celles à court terme.

Composition des ressources en 2013 Composition des ressources en 2014

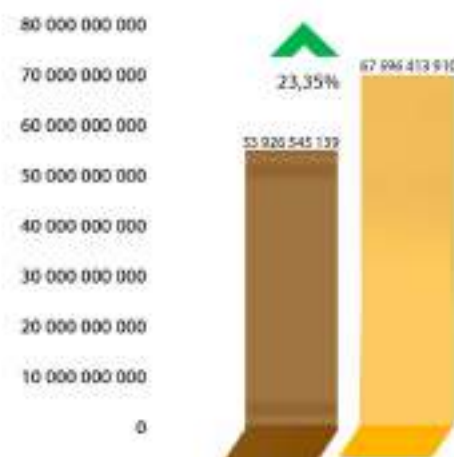


Evolution Annuelle du niveau général des dépôts



Le niveau global des dépôts de la clientèle s'est apprécié de près de 13%.

Evolution Annuelle des Investissement



Le portefeuille des investissements s'est accru de 25%.

BILAN

BILAN - SYSTEME NORMAL

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : RUE JEAN MONNET, IMMEUBLE ORCHIDA LIBREVILLE BP : 8300

Numéro Contribuable : 793 488 N

Exercice clos le 31/12/2014

Date en mois : 12

Rég.	ACTIF	2 014		2 013	
		Brut	Amort/Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AB	Frais d'établissement				
AC	Charges à répartir				
AD	Fonds de roulement des filiales				
AE	Immobilisations incorporelles	194 791 808	831 370 823	983 421 048	231 269 941
AF	Frais de recherche et de développement				
AG	Brevets, licences, logiciels	194 791 808	831 370 823	983 421 048	231 269 941
AH	Fonds commercial				
AI	Autres immobilisations incorporelles				
AJ	Immobilisations corporelles	27 685 269 871	1 046 323 837	26 238 086 734	13 839 329 096
AK	Terreins	18 304 490 138		18 304 490 138	11 817 170 508
AL	Bâiments	8 336 329 890	15 331 582	8 341 090 738	848 841 051
AM	Installations et agencements	1 180 813 272	269 078 314	772 634 938	307 803 473
AN	Matériel	791 222 062	318 458 428	672 763 634	298 985 182
AO	Matériel de transport	483 442 278	310 064 515	748 671 862	113 243 782
AP	Armes et armes à feu immobilisées	2 606 809 090		2 606 809 090	
AQ	Immobilisations financières	41 824 821 883	2 140 098 872	38 983 896 818	40 942 946 096
AR	Titres de participation	29 810 258 883	2 140 098 872	28 269 698 821	30 863 090 692
AS	Autres immobilisations financières	2 014 562 999		2 014 562 999	4 079 855 394
AT	(1) dont H.A.O. : Brut Net				
AV					
AW					
AX					
AY					
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (2)	71 414 113 382	3 818 298 332	67 095 413 910	53 309 045 138
	ACTIF CIRCULANT				
BA	ACTIF CIRCULANT H.A.O.				
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements				
BE	Travaux en cours				
BF	Provisions dérivées				
BG	Crédences et emplois assurés	46 768 217 411		46 768 217 411	38 798 838 383
BH	Fournisseurs, avances versées				
BI	Crédits	24 722 113 498		24 722 113 498	28 185 927 808
BJ	Autres créances	24 048 433 842		24 048 433 842	28 070 738 173
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (3)	46 768 217 411		46 768 217 411	38 798 838 383
	TRESORERIE-ACTIF				
BL	Titres de placement	58 582 810 504		58 582 810 504	54 082 348 338
BM	Valeurs à émettre				
BN	Banques, chèques postaux, Caisse	28 182 027 898		28 182 027 898	19 990 862 157
BO	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (4)	78 764 827 402		78 764 827 402	68 983 210 515
BP	Ecart de conversion-Actif (V) (perte probable de change)				114 634 534
BQ	TOTAL GENERAL (3 + 4 + 5 + 6 + 7)	196 927 478 114	3 818 298 332	193 109 178 784	180 741 868 285

BILAN - SYSTEME NORMAL

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : RUE JEAN MONNET, IMMEUBLE ORCHIDA LIBREVILLE BP : 8300

Numéro Contribuable : 793 488 N

Exercice clos le 31/12/2014

Date en mois : 12

Rég.	PASSIF (avant répartition)	2 014		2 013	
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES				
CA	Capital	10 000 000 000		10 000 000 000	
CB	Actions/capital non appelé				
CC	Primes et Réserves	-2 343 984 987		3 510 970 789	
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion (d'émission)				
CE	Ecart de réévaluation				
CF	Réserves indisponibles	690 429 368		620 909 493	
CG	Réserves libres				
CH	Rapport à nouveau (" ou -)	-3 024 293 433		3 399 070 290	
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	4 081 938 128		5 195 186 730	
CK	Autres capitaux propres	20 773 517 427		22 679 133 536	
CL	Subventions d'investissement	174 239 368		174 239 368	
CM	Provisions réglementées et fonds assurés	20 593 279 001		22 504 884 170	
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (5)	40 511 581 489		41 294 392 036	
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)				
DA	Emprunts				
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés				
DC	Dettes financières diverses				
DD	Provisions financières pour risques et charges	112 825 467		214 598 898	
DE	(1) dont H.A.O. : Avant Net				
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (6)	112 825 467		214 598 898	
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (H+I)	40 624 406 947		41 079 793 138	
	PASSIF CIRCULANT				
DH	Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées				
DI	Clients, avances reçues	116 399 229 220		103 362 700 723	
DJ	Fournisseurs d'exploitation	150 123 167		164 490 188	
DK	Dettes fiscales	20 626 664		22 187 337	
DL	Dettes sociales	58 839 710		60 344 640	
DM	Autres dettes	37 425 759 870		38 383 214 163	
DN	Risques provisionnés				
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (8)	343 414 516 620		328 612 897 001	
	TRESORERIE-PASSIF				
DQ	Banques, crédits d'escompte				
DR	Banques, crédits de trésorerie				
DS	Banques, découverts	379 645 017		119 270 541	
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (9)	379 645 017		119 270 541	
DU	Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	35 780 000			
DV	TOTAL GENERAL (H+I+J+K+L+M+N+O)	195 109 178 784		180 741 868 285	

COMPTE DE RESULTATS

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
 Adresse : RUE JEAN MONNET, IMMEUBLE ORCHIDA LIBREVILLE BP : 8826
 Numéro Contribuable : 793 485 N Exercice clos le 31/12/2014

Durée en mois : 12

B - COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Ref.	Charges	2 014	2 013
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		
RB	- Variation de stocks (- ou +)		
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	- Variation de stocks (- ou +)		
	(Marge brute sur matières voir TD)		
RE	Autres achats	167 960 766	116 089 176
RH	- Variation de stocks (- ou +)		
RI	Transports	135 201 865	106 784 262
RJ	Services extérieurs	1 688 422 663	1 456 479 862
RK	Impôts et taxes	5 870 093	26 624 932
RL	Autres charges	15 930 060	12 660 906
	(Valeur ajoutée voir TN)		
RP	Charges de personnel (1)	1 847 470 473	1 860 027 511
	(1) dont personnel extérieur : 2 584 823 / 0		
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	584 585 962	711 628 402
RW	Total des charges d'exploitation	4 384 491 748	4 897 635 247
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	348 320 323	64 217 808
SC	Pertes de change	17 200 089	
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	2 145 595 072	
SE	Total des charges financières	2 607 124 484	64 217 808
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	6 991 616 232	4 961 853 055
	(Résultat des activités ordinaires voir UJ)		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		
SL	Charges H.A.O.	69 574 183	
SM	Dotations H.A.O.		112 281 441
SO	Total des charges H.A.O.	69 574 183	112 281 441
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat		
SB	Total participations et impôts		
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	6 961 190 372	4 274 134 503
	(Résultat net voir UZ)		

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
 Adresse : RUE JEAN MONNET, IMMEUBLE ORCHIDA LIBREVILLE BP : 8826
 Numéro Contribuable : 793 485 N Exercice clos le 31/12/2014

Durée en mois : 12

B - COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Ref.	Produits	2 014	2 013
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises		
TD	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		
TC	Ventes de produits fabriqués		
TE	Travaux, services rendus	84 054 262	202 359 413
TF	Production ajoutée ou déstockage (+ ou -)		
TF	Production évaluable		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	84 054 262	202 359 413
TH	Produits accessoires	75 133 368	
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TE + TH)	149 094 234	202 359 413
TJ	(1) dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation		800 000 000
TL	Autres produits	4 595 419 589	1 931 849 372
TN	VALEUR AJOUTÉE	2 173 208 856	914 227 451
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	625 888 877	-151 719 846
TS	Reprises de provisions et d'amortissements	124 095 222	860 320 782
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	4 840 819 065	3 190 536 567
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (Bénéfice (+) ; Perte (-))	465 118 317	-68 906 696
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	6 900 083 519	6 916 617 923
UB	Coûts de change	33 919 303	
UC	Reprises de provisions		
UD	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers	6 940 063 519	6 916 617 923
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -)	2 438 469 118	6 881 468 114
UH	Total des produits des activités ordinaires	10 183 262 884	6 116 184 686
UJ	RÉSULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (+ ou -)	3 091 567 435	4 963 301 434
UK	(1) dont impôt correspondant		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UL	Profits des cessions d'immobilisations		
UL	Produits H.A.O.	249 014 948	35 074 496
UM	Reprises H.A.O.		220 084 203
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	249 014 948	354 158 743
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -)	183 248 655	341 897 296
UQ	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	11 043 119 432	8 480 213 232
UZ	RÉSULTAT NET (Bénéfice (+) ; Perte (-))	4 081 028 126	5 185 198 736

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET RESSOURCES

Musée Contribuable : 793 465 N

CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Exercice clos le 31/12/2014

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFRÉ)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

- Charges déductibles imposables
+ Produits imposables nets

	2014	S.M.E.	2013
(5A) Frais financiers	349 329 329	(TT) Transferts de charges d'exploitation	826 880 077
(5B) Pertes de change	17 206 800	(UM) Revenus financiers	8 809 683 018
(5C) Charges H.A.O.	69 074 902	(UR) Transferts de charges financières	
(5D) Participation des travailleurs		(UC) Gains de change	33 870 000
(5E) Impôts sur résultat		(UL) Produits H.A.O.	3 90 954 948
		(UR) Transferts de charges financières H.A.O.	
Total (E)	436 100 402	Total (I)	7 118 286 444

CAFG : Total (E) - Total (I) = **8 683 282 952** (N-1) **5 154 704 044**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distribution de dividendes dans les sociétés (1) = **8 683 282 952** (N-1) **5 154 704 044**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

ou B.F.E. = var. Stocks⁽¹⁾ + var. Créances⁽²⁾ - var. Dettes circulantes⁽³⁾

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)
(5G) Marchandises		ou
(5H) Matières premières		ou
(5E) En cours		ou
(5F) Produits finis		ou
(A) Variation globale nette des stocks		ou

Variation des créances : N - (N-1)	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)
(5H) Fournisseurs, avances vendues		ou
(5I) Clients		ou
(5L) Autres créances		ou
(5U) Coût de conversion Actif (1)		ou
(B) Variation globale nette des créances		ou

Variation des dettes circulantes : N - (N-1)	Emplois Diminution (-)	Ressources Augmentation (+)
(5D) Clients, avances reçues		ou
(5J) Fournisseurs d'exploitation	14 227 831	ou
(5K) Dettes fiscales		ou
(5L) Dettes sociales	1 534 650	ou
(5M) Autres dettes		ou
(5N) Dettes rattachées		ou
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		ou

EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = CAFG - Variation B.F.E. - Production immobilisée

	2014	2013
Excédent brut d'exploitation	905 880 077	-191 770 000
- Variation de B.F.E. (+ si emplois, - si ressources) (- ou +)	33 235 313 848	-54 180 300 397
- Production immobilisée		
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	34 161 201 126	-54 910 070 457

(1) Éléments des stocks au cours de l'exercice / coût de revient / coût de revient au 31/12/2014
(2) Variation des stocks H.A.O.

Musée Contribuable : 793 465 N

CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Exercice clos le 31/12/2014

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFRÉ)

REF	2014		2013 (E - ; R +)
	Emplois	Ressources	
I - INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
IA Charges immobilisées (Augmentations dans l'exercice)			
IB Croissance interne			
IC Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles	116 732 541		-74 232 401
ID Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	-14 705 688 207		-8 285 917 048
IE Croissance externe			
IF Acquisitions-Cessions d'immobilisations financières	3 837 518 415	2 340 933 333	187 345 088
II INVESTISSEMENT TOTAL	18 718 948 767	2 340 933 333	-8 198 899 161
III IL VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra - var. B.F.E.)		23 235 313 848	-54 180 300 397
IV A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER (FF + FG)	18 718 948 767	25 961 246 352	-62 387 895 558
V B. EMPLOIS / RESSOURCES (R.F. H.A.O.)			
VI IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
Remboursements selon échéancier des emprunts et dettes financières (1) À l'exclusion des remboursements anticipés portés en VI			
VII B - EMPLOIS TOTALS À FINANCER	18 718 948 767	25 961 246 352	-62 387 895 558
VIII FINANCEMENT INTERNE			
FI Dividendes (arrivés) / C.A.F.G. (Ressources)		8 683 282 952	5 154 704 044
IX VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations du capital ou des ressources assimilées par apports nouveaux		-4 064 640 600	
FN Subventions d'investissement			9 140 975 302
FP Prélèvements sur le capital (y compris rebuts de l'exploitant)			
XI VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
PI Emprunts ⁽¹⁾			
PR Autres dettes financières ⁽²⁾			
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
XII C. RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		1 718 644 257	14 285 882 048
XIII D. EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)		8 506 950 472	-40 062 122 712
XIV VARIATION DE LA TRÉSORERIE			
FU Trésorerie nette à la clôture de l'exercice + ou -	70 304 922 442		-69 783 301 974
FV Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice + ou -	80 782 951 974		-117 646 274 688
FX	3,357796+11	9 586 660 472	-88 062 122 712
Contrôle : D = VII avec signe opposé			

Notes : I, IV, VI, en termes de flux ; B, S, VII : différences "Étatistues"

COTRÔLE (à partir des totaux des bilans N et N-1)	Emplois		Ressources
Variation du fonds de roulement (F.R.)	F.R. (N) - F.R. (N-1)		
Variation du B.F. global (B.F.G.)	B.F.G. (N) - B.F.G. (N-1)		33 235 313 848
Variation de la trésorerie (T)	T (N) - T (N-1)		8 506 950 472
TOTAL		35 235 313 848	35 235 313 848



Caisse de Dépôts et Consignations
CDC

Etablissement public avec conseil d'administration
BP : 8820
LIBREVILLE

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Etats financiers annuels
Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la caisse de dépôts et consignation(CDC), nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- Le contrôle des états financiers annuels de la CDC établis en FCFA, tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014 faisant apparaître des capitaux propres s'élevant à FCFA 40.511 millions, le compte de résultat faisant ressortir un résultat net positif de FCFA 4.081 millions et le tableau financier des ressources et des emplois, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans l'état annexé ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'Administration du 7 mai 2015. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Gabon, dans le cadre des dispositions des articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et de l'Acte CEMAC 11 /01 du 5 décembre 2001.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrête des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à exprimer ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont, au regard des règles et principes comptables édictés par le système comptable OHADA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opération exprimée ci-dessus, nous attirons sur l'observation suivante : nous avons formulé une réserve dans notre rapport général détendu 29 avril 2014, relatif aux états financiers annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2013, concernant la régularisation des suspens bancaires et des comptes d'attente inserts au bilan à cette date. En effet, conformément aux traités de transfert du 18 février 2011, la CDC avait repris la balance générale des comptes de l'ex-ACCD arrêtée le 18 février 2011, intégrant notamment :

- Le compte bancaire « nostro » domicilié à la BEAC sous le n°56010000000-25 ;
- Les comptes d'attente et de passage relatifs aux opérations de compensation et autres écritures liées au compte BEAC ci-dessus.

A la date de notre rapport générale daté du 29 avril 2014 au titre de l'exercice 2013, les analyses d'un écart résiduel de FCFA 11.246 millions, transféré dans le compte interne de compensation n°38700000000-97 « valeur non imputées » étaient en cour et devaient se poursuivre sur l'exercice 2014, avec l'assistance d'une « task force » dédiée mise en place par la CDC, afin de :

- Analyser, justifier et proposer les apurements comptables nécessaires pour régulariser les suspens restant à dénouer au 31 décembre 2013 ;

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Deloitte.

- Suivre la bonne comptabilisation sur 2014 des écritures de régularisation identifiées à fin 2013 et restant à apurer sur 2014.

La situation rappelée ci-dessus a évolué comme suit au cours de l'exercice 2014

Suite aux analyses et travaux complémentaires effectués sur les comptes de compensations transférés par l'ex-ACCD à la CDC, le conseil d'Administrations de cette dernière a décidé en sa séance du 7 mai 2015 dans le cadre de l'arrêté des états financiers annuels 2014, d'imputer sur le compte de rapport à nouveau de la CDC un montant de FCFA 11.059 millions, afin de régulariser le solde débiteur du compte de compensation N°387000000000-97 « valeur non imputées » - cette régularisation, décrite dans la note (B-v) de l'état annexe aux états financiers annuels 2014, a permis de corriger le montant des apports hérités de l'ex-ACCD, tels que figurant dans le traité de transfert daté du 18 février 2011.

Par conséquent, la réserve formulée sur ce point dans notre précédent rapport général relatif à l'exercice 2013, n'a plus lieu d'être à la clôture de l'exercice 2014.

2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Gabon, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Libreville le 26 Mai 2015
Le Commissaire aux comptes
Deloitte Touche Tohmatsu



Nicolas Balesme
Associé - Expert-comptable agréé Côte d'Ivoire



DEVELOPPEMENT ET COOPERATION



DEVELOPPEMENT ET COOPERATION

En matière de coopération, la CDC a mené les actions suivantes :

- Séjour de travail à la Caisse des Dépôts d'une délégation marocaine composée des Directeurs généraux de CDG Private Equity et FINEA dans le cadre de la poursuite des échanges initiés à l'occasion de la visite du Roi Mohamed VI au Gabon. Pendant cette visite, les partenaires de ces sociétés filiales de la Caisse des Dépôts et Gestion (CDG) du Maroc ont travaillé avec la CDC sur les aspects de financement des PME. Une visite de courtoisie a été rendue au Ministre du Commerce et des PME pour s'enrichir de sa vision et partager l'expérience marocaine en la matière.

- Parrainage des «Journées du Financier» par l'Administrateur Directeur Général. Ces journées, organisées chaque année par l'Institut National des Sciences de Gestion (INSG) visent le développement de la culture financière.

- Participation à la réunion du Comité de Coordination du Forum mondial des Caisses de Dépôt qui s'est tenue à Tunis en Tunisie. Trois communications ont été faites au cours de cette réunion sur les « projets urbains et logement » ; le « financement des entreprises » et « les infrastructures en Afrique. »

- Visite d'une délégation de la CDC menée par l'Administrateur Directeur Général, à la Caisse de Dépôt et Placement du Québec dans le but de mettre en place un cadre partenarial de collaboration sur divers sujets parmi lesquels la gestion des pensions de retraite (collecte, capitalisation, paiement). Ce séjour a également été mis à profit pour prendre part à la 20ème édition du Forum Economique International des Amériques qui s'est tenu à Montréal.

- Participation à la Conférence européenne de Paris sur les nouveaux modèles de financement des collectivités territoriales. Les participants se sont posés la question de : « comment mobiliser efficacement les ressources ? », les gouvernements locaux apparaissent désormais comme

l'échelon politique adapté pour une réponse optimale aux nouveaux enjeux et défis sociaux, démographiques, économiques et environnementaux.

- Participation de la CDC au Forum de l'Emploi Gabon-Maroc visant ; i) à présenter aux étudiants gabonais au Maroc des offres d'emploi concrètes ; ii) à améliorer la lisibilité des étudiants quant aux secteurs économiques porteurs et prometteurs susceptibles de constituer des bassins d'emploi et favoriser ainsi l'adéquation formation-emploi, et iii) nouer des partenariats entre entreprises et structures de formations marocaines et gabonaises.



FORUM DE L'EMPLOI AU MAROC - Intervention de :

- M. Isidore Embendjokoua
Secrétaire Général de la CDC
GABON



MONTRÉAL AU SIÈGE DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET
PLACEMENT DU QUÉBEC.

De gauche à droite : Mathieu Roberge (CDPQ),
Apollinaire Ndofo (CDC GABON), Jean-Marc Arbaud,
Dominique Dionne, Louis-Philippe Thibodeau (CDPQ)
et Alain Ditona Moussavou (CDC GABON)



PERSPECTIVES 2015

Développement territorial

La CDC entend poursuivre et boucler les missions de prospection et d'échanges avec les collectivités locales dans les provinces de la Ngounié, la Nyanga, le Moyen Ogooué, l'Ogooué Lolo et l'Ogooué Ivindo.

L'élaboration d'une stratégie visant à optimiser l'intervention de la CDC auprès des collectivités locales, notamment dans le cadre du soutien multiforme de projets d'investissement à fort impact économique et social est projetée.

La Direction du Développement territorial et des Financements (DDTF) souhaite également procéder au lancement du projet de conception d'une stratégie nationale d'acquisition et de mise en valeur d'un patrimoine foncier et immobilier, en cohérence notamment avec les projets d'aménagement territorial de l'Etat.

Système d'information

La CDC aura à charge de consolider et sécuriser davantage son SI notamment par la virtualisation des postes de travail, la mise en place des outils et procédures pour la lutte anti-intrusion et la finalisation des projets de 2014 renvoyés à 2015 (Archivage et Gestion électronique des documents, Gestion du parc informatique, production des états financiers, ...)

Audit et contrôle

L'objectif 2015 en matière d'audit et de contrôle est de passer en revue 100% des procédures de l'ensemble des services.

Opérations bancaires réglementées

A titre principal, l'accent sera mis sur la dématérialisation des processus de consignations et déconsignations, à travers :

- le projet de «Signature électronique THEMIS» ;
- la coopération avec la Caisse de Dépôt et Gestion du Maroc qui mettra à profit son expertise dans la formulation d'une stratégie de mobilisation de ressources ;
- la mise en place de prêts-clientèle aux huissiers ;
- la mise en place d'une Caisse de Retraite des Notaires.

Gestion de la trésorerie

L'enjeu central dans ce domaine porte sur l'automatisation de la gestion de la trésorerie et des titres à court terme.

Gestion des participations

Les objectifs assignés à la Direction des participations visent une meilleure gestion du portefeuille actuel, dont la profondeur est suffisante au regard du niveau des fonds propres. Il est question d'agir plus efficacement sur les sociétés en portefeuille pour créer de la valeur et accroître le rendement des actifs investis.

En matière de stratégie, une évaluation à mi-parcours du plan stratégique est envisagée aux fins d'un recalibrage à fin 2016.



EDITION
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION GENERALE

CONTACT PRESSE
SERVICE COMMUNICATION & MARKETING
servicecommunication@cdc-gabon.ga

ILLUSTRATIONS
PROCOM

CREDITS PHOTOS
SHUTTERSTOCK-CDC - AGNEX

CREATION GRAPHIQUE-IMPRESSION
FUTUR SOWAX

CONCEPTION VIDEO
ARTMEDIA

ETABLISSEMENT PUBLIC AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DOTATION DE DIX MILLIARDS DE FRANCS CFA
SIÈGE SOCIAL : IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE
B.P. 8820 LIBREVILLE TELEPHONE : (+241) 77 01 12 - 06 79 29 28 TELECOPIE : (+241) 01 77 01 62
WWW.CDC-GABON.GA



CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme